

**CONFERENCE INTERAFRICAINNE DES MARCHES
D'ASSURANCES (CIMA)**

INSTITUT INTERNATIONAL DES ASSURANCES (IIA)

BP : 1575 - Tél : (237) 22.20.71.52 - Fax (237) 22.20.71.51
E-mail : iia@serveur.cm.refer.org / iia@iiacameroun.com



YAOUNDE / CAMEROUN



RAPPORT D'ETUDES ET DE STAGE

*En vue de l'obtention de la Maîtrise en Sciences
et Techniques d'Assurances
(MST-A)*

THEME

**ANALYSE FINANCIERE DES COMPAGNIES
D'ASSURANCES-VIE ET DE CAPITALISATION :
CAS DE L'UNION BENINOISE D'ASSURANCES-VIE**

*Présenté par :
Gilbert KOVY*

*Sous la direction de :
M. Venance Amoussouga
Directeur Général de l'Union Béninoise
d'Assurances-Vie*

8^{ème} Promotion 2006-2008

AVERTISSEMENT

L'INSTITUT INTERNATIONAL DES ASSURANCES N'ENTEND
DONNER AUCUNE APPROBATION NI IMPROBATION AUX
OPINIONS EMISES DANS CE RAPPORT. CES OPINIONS DOIVENT
ETRE CONSIDEREES COMME PROPRES A LEUR AUTEUR.

DEDICACES

- ✓ Au Seigneur DIEU pour toutes les grâces qui abondent dans ma vie par amour pour son fils Jésus Christ et par l'intercession de la Vierge Marie.

- ✓ A tous mes frères présents en Côte d'Ivoire. Vos soutiens à divers niveaux (financiers, spirituels, matériels etc.) ont été pour moi d'une utilité indispensable. Que DIEU vous bénisse et vous comble.

- ✓ A ma mère adoptive WOINGBALOU DOGNON dont le soutien et l'amour demeurent pour moi une force incontournable. A travers ce rapport reçois toute mon affection.

- ✓ A toi ma mère AFFEWE DJIMONYE. Tes prières dans le silence m'accompagnent tout le long de ma vie. Sache que je ne t'oublierai jamais et reçois à travers ce rapport toute mon affection.

- ✓ A toi ELET DOSSOU CELINE. Reçois à travers ce rapport toute ma gratitude pour tes prières incessantes et conseils en ma faveur. Que le Tout Puissant demeure toujours dans ta vie et de celle de tes enfants.

- ✓ A mes ami(e)s, proches et connaissances pour leur dévouement et disponibilité jusqu'à la fin de ce travail. Que nos relations demeurent inaltérables.

- ✓ A tous mes parents défunts (père, grande sœur, oncles etc.). Qu'ils trouvent en ce travail le couronnement de leurs efforts et le témoignage de toute ma reconnaissance.

REMERCIEMENTS

Cette œuvre dont nous assumons l'entière responsabilité doit sa réalisation au dynamisme et à l'assistance technique, morale et financière de nombreuses bonnes volontés.

Que celles-ci trouvent en ces mots l'expression de notre gratitude.

Au nombre des personnes ressources qui ont participé à notre formation et à la concrétisation de cette étude, nous tenons à rendre un hommage mérité d'abord :

- ✓ A M. Venance AMOUSSOUGA qui, malgré ses multiples occupations, a bien voulu accepter encadrer le présent travail. Nous lui adressons notre profonde gratitude et notre admiration devant son amour pour le travail bien fait.

Et ensuite à :

- ✓ M. Roger Jean Raoul DOSSOU YOVO, Directeur Général de l'Institut International des Assurances.
- ✓ M. Paul SARR, Directeur des Etudes de l'Institut International des Assurances.
- ✓ M. Lymdah-Ouro AYEVA, Assistant du Directeur des Etudes de l'Institut International des Assurances.
- ✓ tout le personnel de l'Institut International des Assurances.
- ✓ tous les professeurs de L'Institut International des Assurances pour avoir contribué à notre formation.
- ✓ M. Philippe Urbain ADJANON, Directeur des Assurances du Bénin.
- ✓ Mmes Justine BANKOLE, Bertrande SAGBOHAN, Hortense DEGNENON et M. Marc DEGAN ainsi que tout le personnel de la Direction des Assurances pour leur accueil, leurs aides et leurs conseils durant notre formation.
- ✓ M. Babatoundé MAROUFOU, Chef Comptable de L'Union Béninoise d'Assurances-vie pour avoir mis à notre disposition les informations et les documents nécessaires à la réalisation de ce travail.
- ✓ M. Ismaïl ASSOUMA, Chef production gestion de la compagnie Union Béninoise d'Assurances-vie pour son amabilité et son orientation au cours de notre stage.

- ✓ tout le personnel de L'UBA-VIE, pour leur accueil chaleureux et leur disponibilité durant notre stage.
- ✓ M. Faïssou ADEYEMAN, Directeur Général de la Fédérale d'Assurances.
- ✓ Mme Syrina F. OKE SALAMI, Chef Service Production Inspection et Statistiques à la Fédérale d'Assurances pour tout son soutien et son orientation durant notre stage à la FEDAS.
- ✓ M. Félix- Edouard LADEKAN, Directeur Technique de la Fédérale d'Assurances pour ses nombreux conseils à notre faveur.
- ✓ M. Magloire DOCHAMOU, chef du Département des Bureaux Directs et du Courtage pour sa présence à nos cotés depuis le début de notre formation.
- ✓ tout le personnel de la Fédérale d'Assurances, notamment Théophile KOCOUISSO, Bernard ACLOMBESSI, Benoît SOGLO pour leurs expériences pratiques mises à notre actif.
- ✓ M. Modeste COCO, Chef service Audit Interne et Contrôle de Gestion à L'Africaine des Assurances pour son orientation et son soutien à la rédaction de ce document.
- ✓ M. Abdou L. DOSSOU, Chef Service Financier et Comptable à ARGG pour son assistance et son apport à la réalisation de ce rapport.
- ✓ Mme Bignon Patricia Louise-Reine HOUINSOU au service Risques Divers de AGF Bénin Assurances pour les nombreux conseils et le soutien sans réserve mis à notre disposition.
- ✓ toute la famille HOUNDONUGBO, pour son soutien financier, moral, spirituel depuis le début de notre formation.
- ✓ mes compatriotes de l'Amicale des Anciens, Nouveaux, Etudiants et Stagiaires Béninois du Cameroun pour leur accompagnement et leur soutien pendant les moments difficiles.
- ✓ la famille BOMBA pour son accueil et son soutien durant toute la durée de notre formation.
- ✓ tous ceux qui nous ont aidés d'une manière ou d'une autre dans la réalisation de ce travail.

LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BRVM	:	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CICA	:	Conférence Internationale des Contrôles d'Assurances
CICA Ré	:	Compagnie Commune de Réassurance des Etats membres de la CICA
CIMA	:	Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances
CODI	:	Comité de Direction
CRCA	:	Commission Régionale du Contrôle des Assurances
DLMT	:	Dettes à Long et Moyen Terme
EBE	:	Excédent Brut d'Exploitation
F CFA	:	Francs de la Communauté Financière Africaine
FEDAS	:	Fédérale d'Assurances
IARDT	:	Incendie, Accidents, Risques Divers et Transport
IIA	:	Institut International des Assurances
PM	:	Provisions Mathématiques
SONAR	:	Société Nationale d'Assurances et de Réassurances
UBA-VIE	:	Union Béninoise d'Assurances-Vie
VA	:	Valeur Ajoutée

Liste des Tableaux

Tableau N° 1 : Chiffres d'affaires du marché béninois des Assurances.....	4
Tableau N° 2 : Actionnariat de l'UBA-VIE.....	7
Tableau N° 3 : Chiffre d'affaires de la compagnie UBA-VIE (2003-2007).....	7
Tableau N° 4: Composition de l'Actionnariat de la FEDAS.....	15
Tableau N° 5: Chiffre d'affaires de la FEDAS	15
Tableau N°6 : Bilans restructurés de la compagnie UBA-VIE (2003-2007).....	32
Tableau N°7 : Structure de l'Actif des bilans restructurés (2003-2007).....	33
Tableau N°8 : Structure du Passif des bilans restructurés (2003-2007)	34
Tableau N°9 : Compte de résultats restructurés de la compagnie UBA-VIE.....	35
Tableau N°10 : Evolution des produits (2003-2007).....	37
Tableau N°11 : Evolution des charges (2003-2007)	38
Tableau N°12 : Couverture des engagements techniques par les actifs représentatifs	39
Tableau N°13 : Couverture de la marge de solvabilité.....	40
Tableau N°14 : Croissance du chiffre d'affaires ou des cotisations émises	41
Tableau N°15 : Croissance des affaires nouvelles	42
Tableau N°16 : Evolution des frais de gestion	43
Tableau N°17 : Rendement des actifs gérés	44
Tableau N°18 : Rentabilité globale des placements.....	45
Tableau N°19 : Rentabilité financière.....	46
Tableau N°20: Evolution du taux de distribution	47

Listes des Graphiques

Graphique N°1 : Evolution du taux de couverture des engagements techniques	39
Graphique N°2 : Evolution du taux de couverture de la marge de solvabilité.....	40
Graphique N°3 : Evolution du taux de croissance des cotisations émises	42
Graphique N°4 : Evolution du taux de croissance des affaires nouvelles.....	43
Graphique N°5 : Evolution du taux des frais de gestion dans les cotisations émises	44
Graphique N°6 : Taux de rendement des actifs gérés	45
Graphique N°7 : Evolution du taux de rentabilité globale des placements.....	46
Graphique N°8: Taux d'évolution de la rentabilité financière	47
Graphique N°9 : Evolution du taux de distribution des dividendes	48

SOMMAIRE

	Introduction	1
Première Partie :	PRESENTATION DU MARCHÉ BENINOIS DES ASSURANCES	
<u>Chapitre 1 :</u>	<i>L'UNION BENINOISE D'ASSURANCES –VIE (UBA-VIE)</i>	6
<u>Section 1 :</u>	Historique et Structure organisationnelle	6
<u>Paragraphe 1 :</u>	Historique	6
<u>Paragraphe 2 :</u>	Structure organisationnelle	7
<u>Section 2 :</u>	Fonctionnement et Activités	12
<u>Paragraphe 1 :</u>	Fonctionnement	12
<u>Paragraphe 2 :</u>	Activités	12
<u>Chapitre 2 :</u>	<i>LA FEDERALE D'ASSURANCES (FEDAS).....</i>	14
<u>Section 1 :</u>	Historique et Structure organisationnelle	14
<u>Paragraphe 1 :</u>	Historique	14
<u>Paragraphe 2 :</u>	Structure organisationnelle	15
<u>Section 2 :</u>	Fonctionnement et Activités	20
<u>Paragraphe 1 :</u>	Fonctionnement	20
<u>Paragraphe 2 :</u>	Activités	21
Deuxième Partie :	ANALYSE FINANCIERE DE L'UNION BENINOISE D'ASSURANCES-VIE	
<u>Chapitre 1 :</u>	<i>PRESENTATION DES OUTILS DE LA GESTION ET METHODES D'ANALYSES</i>	24
<u>Section 1 :</u>	Les outils de la gestion	24
<u>Paragraphe 1 :</u>	Les documents de base de la gestion	24
<u>Paragraphe 2 :</u>	Les Etats CIMA et ratios significatifs	25
<u>Section 2 :</u>	Présentation des Méthodes d'analyses	29
<u>Paragraphe 1 :</u>	Méthodes d'analyses des Etats financiers	29
<u>Paragraphe 2 :</u>	Méthodes d'analyses des Etats statistiques	30
<u>Chapitre 2 :</u>	<i>PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES- SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS.....</i>	32
<u>Section 1 :</u>	Présentation et analyse des données	32
<u>Paragraphe 1 :</u>	Analyse des Etats financiers	32
<u>Paragraphe 2 :</u>	Analyse des Etats CIMA et ratios significatifs	39
<u>Section 2 :</u>	Suggestions et Recommandations	48
<u>Paragraphe 1 :</u>	Suggestions pour une amélioration de la gestion financière à l'UBA-VIE.	48
<u>Paragraphe 2 :</u>	Amélioration de l'environnement institutionnel de l'assurance-vie dans les Etats Membres de la CIMA.....	49
	Conclusion	50

INTRODUCTION

L'un des objectifs de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA) est de rendre dynamique le secteur des assurances tout en participant pleinement à son rayonnement et à son développement sur le marché CIMA en général et des Etats Membres en particulier.

En effet, l'Institut International des Assurances (IIA) de Yaoundé, a pour mission de former des cadres et techniciens d'assurances pour le besoin des entreprises, organismes et administrations de contrôle d'assurances.

Après une formation riche d'enseignements et d'échanges entre professeurs qualifiés et apprenants, l'Institut par le biais des administrations d'assurances des pays membres de la CIMA, organise un stage pratique de six (06) mois pour ses étudiants.

Ce stage nous a permis d'embrasser les pratiques techniques, comptables et financières de l'assurance. Il nous a permis également de nous familiariser avec l'environnement des sociétés d'assurances et de déceler quelques difficultés que rencontrent ces compagnies.

Celles ayant retenu notre attention, sont les outils de la gestion qui permettent de savoir si l'entreprise dispose d'un équilibre financier suffisant afin de maintenir son autonomie à l'égard des créanciers et si, elle est rentable.

Une bonne gestion financière permet à l'entreprise de disposer des fonds nécessaires à son équipement rationnel et à son exploitation courante de même que les liquidités indispensables pour le respect des engagements pris à l'égard des tiers.

En tant que telle, la gestion financière intéresse aussi bien les dirigeants que les personnes extérieures tels que les banquiers, les fournisseurs, les associés, les assurés et l'Etat.

Compte tenu de la place primordiale qu'occupe la gestion financière dans la vie de toute entreprise, nous avons jugé utile de réfléchir sur le thème : « **Analyse financière des compagnies d'assurances-vie et de capitalisation : Cas de L'Union Béninoise d'Assurances-Vie (UBA-VIE)** ».

Le choix de ce sujet vise les objectifs suivants :

- faire ressortir les techniques de gestion propres aux entreprises d'assurances-vie ;
- vérifier si l'Union Béninoise d'Assurances-Vie (UBA-VIE) dispose d'un équilibre financier suffisant pour assurer son autonomie financière ;

- porter un jugement sur les indicateurs financiers de l'UBA-VIE et leur évolution ;
- Apporter des solutions pour une meilleure gestion financière des compagnies vie en général et de l'UBA-VIE en particulier.

Notre stage s'étant déroulé à l'UBA-VIE et à la Fédérale d'Assurances (FEDAS), il nous a paru nécessaire de consacrer la première partie de notre étude à la présentation du marché béninois des Assurances dans son ensemble, tout en mettant un accent particulier sur les structures d'accueil sus citées ; et la deuxième partie à l'analyse financière de l'Union Béninoise d'Assurances-Vie.

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU MARCHE
BENINOIS DES ASSURANCES

A l'origine, les opérations d'assurances au Bénin étaient effectuées par vingt-deux filiales ou succursales étrangères (17 françaises, 4 Britanniques et une Suisse). Elles ont été reprises par la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances (SONAR) sous forme de monopole par ordonnance n° 74-85 du 30 Décembre 1974.

En 1990, à la conférence des forces vives de la nation, le principe de la libération du secteur des assurances a été retenu par la loi n°92-029 du 26 Août 1992, fixant les règles applicables à la profession d'assurance et de capitalisation.

Cependant, cette libéralisation du marché ne sera effective qu'en novembre 1994, année au cours de laquelle deux compagnies d'assurances-vie ont reçu leur agrément. Il s'agit de l'Union Béninoise d'Assurances-Vie et des Assurances et Réassurances du Golfe de Guinée (ARGG).

En avril 1997, une troisième société GROUPAMA-VIE Bénin (GVB) devenue COLINA-VIE Bénin a obtenu son agrément. La branche vie va continuer de s'agrandir avec la naissance de la compagnie Assurance-Vie (AVIE) agréée en décembre 2004 et de la compagnie Nouvelle Société Interafricaine d'Assurances-Vie Bénin (NSIA-VIE) dont l'agrément a été obtenu en octobre 2005.

Le marché d'assurance-vie au Bénin n'a cessé de s'accroître avec la création deux (02) compagnies d'assurances en août 2007. Il s'agit d'une mutuelle dénommée Société Africaine d'Assurance-vie pour le Développement Economique et Social (SADES) et de la compagnie Programme d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises Vie (PAPME -VIE).

Dans cette branche, les garanties offertes par ces compagnies-vie regroupent essentiellement les contrats « Epargne », « Décès » et « mixtes ».

Cependant, dans le souci de mieux répondre aux besoins de leurs clients, les sociétés d'assurances ont continué à innover avec la mise en place des produits comme « l'assurance Obsèques », « l'assurance Capital Tiré » et le produit « Retraite Complémentaire ».

Aussi, le partenariat entre les compagnies d'assurances-vie et les institutions financières et monétaires de la place a permis le développement de la bancassurance avec la création de certains produits tel que « Abrissur ».

S'agissant de la branche Incendie, Accidents, Risques Divers et Transport (IARDT), plusieurs sociétés d'assurances vont naître successivement et développer leurs activités afin de mieux se positionner sur le marché béninois de l'assurance.

Cette branche verra le jour avec la naissance de l'Africaine des Assurances (AA) en mars 1998 qui a repris les contrats de la SONAR. Un mois plus tard, la Générale des Assurances Bénin (GAB), obtient son agrément pour la même branche. Ensuite en mai 1998, la Nouvelle Société d'Assurances du Bénin (NSAB) et la Fédérale d'Assurances (FEDAS) obtiendront à leur tour leur agrément.

Après avis favorable de la Commission Régionale du Contrôle des Assurances (CRCA), le Ministre des Finances et de l'Economie a délivré en Janvier 2000 l'agrément en IARDT à AGF Bénin Assurance.

A ces compagnies IARDT, s'ajoutera la Société Africaine d'Assurances et de Réassurances du Bénin (SAAR Bénin) en Août 2007.

Ces sociétés ont mis sur le marché une gamme de produits d'assurance adaptés aux besoins des consommateurs. Les plus développés sont la responsabilité civile automobile, l'individuelle accident, la maladie, l'incendie, les dommages aux biens (le vol, les dégâts des eaux, le bris de glaces, les dommages aux appareils électriques...), la responsabilité civile générale, les pertes pécuniaires diverses, l'assistance, la caution et le transport.

Le marché béninois de l'assurance comprend au total treize (13) compagnies dont sept (07) compagnies Vie au nombre desquelles on décompte une mutuelle et six (06) compagnies IARDT. Les chiffres d'affaires réalisés par l'ensemble de ces compagnies sur les cinq derniers exercices se présentent dans le tableau ci-après :

Tableau N° 1 : Chiffres d'affaires du marché béninois des Assurances

Années	CHIFFRE D'AFFAIRES (en F CFA)		
	Ensemble IARDT	Ensemble VIE	Marché Béninois
2003	15 390 200 000	2 607 510 000	17 997 700 000
2004	15 819 820 000	2 712 350 000	18 532 170 000
2005	16 098 500 000	3 990 040 000	20 088 540 000
2006	17 468 910 000	4 777 190 000	22 246 100 000
2007	19 685 580 000	6 030 770 000	25 716 340 000

Source : Direction des Assurances

L'analyse de ce tableau, nous révèle une progression du chiffre d'affaires par année. Par exemple, le pourcentage d'augmentation est de 2,97% entre 2003 et 2004 ; contre 15,60% en 2007 par rapport à 2006.

Cette croissance du secteur de l'assurance-vie est soutenue par l'Etat Béninois à travers la défiscalisation de l'assurance-vie et de l'assurance maladie intervenue en 1999. Ajoutons également que la loi n°2006-24 du 28 Décembre 2006 portant loi de finances pour la gestion 2007 a admis la déductibilité fiscale de la prime relative au contrat Indemnités de Fin de Carrière (IFC).

Le marché béninois des assurances est en développement malgré certaines difficultés. Il est observé que la part de la branche vie reste faible dans la production du marché soit 23,45% de cette production en 2007. Cette insuffisance, malgré tous les efforts qui s'accomplissent pour accroître ladite branche, s'explique par plusieurs facteurs dont le plus important est la faiblesse des revenus de la population induite par le sous-développement.

Après cette présentation brève du marché béninois des assurances, nous allons passer à la présentation des différentes compagnies d'assurances dans lesquelles nous avons eu à effectuer nos stages.

Dans un premier chapitre, nous allons présenter l'UBA-VIE et dans un second, nous présenterons la FEDAS.

CHAPITRE 1 : L'UNION BENINOISE D'ASSURANCES-VIE (UBA-VIE)

Ce chapitre sera consacré à la présentation générale de la compagnie UBA-VIE, de l'organisation de ses services, de son fonctionnement et des produits qu'elle commercialise.

SECTION 1 : HISTORIQUE ET STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

PARAGRAPHE 1: HISTORIQUE

Dans le cadre de la libéralisation du secteur des assurances, la République du Bénin a lancé le 02 décembre 1993 un appel d'offres international, pour la cession du portefeuille vie de la SONAR.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, la société UBA-VIE a été déclarée adjudicataire, héritant ainsi des droits et obligations des assurés-vie, contre le versement par la SONAR de la somme de F CFA 150 108 036 représentant le montant des provisions mathématiques au 31 décembre 1994.

L'UBA-VIE a versé à son tour à la SONAR la valeur commerciale du portefeuille fixée de gré à gré à F CFA 20 500 000 et s'est engagée à reprendre le personnel de la SONAR affecté à la gestion de la branche vie.

De ces accords, la compagnie UBA-VIE a hérité de près de 2400 contrats de la SONAR-vie. La gestion de ces contrats a été effectuée par la SONAR pour le compte de l'UBA-VIE du 01 janvier au 31 juillet 1995.

L'UBA-VIE va procéder par la suite au lancement officiel de ses activités le 27 novembre 1995 c'est-à-dire quatre mois environ, après la reprise effective de son portefeuille auprès de la SONAR.

La compagnie UBA-VIE sise à la place du souvenir (ex place des martyrs) est une société anonyme au capital de cinq cent millions (500 000 000) de F CFA et est dirigée par M. Venance AMOUSSOUGA.

Au départ, filiale de la filiale ivoirienne (UA-Vie) de l'Union des Assurances de Paris (UAP), l'UBA-VIE a été rachetée par le groupe africain d'assurances SUNU ASSURANCES HOLDIND SA en 1999.

La composition de son actionnariat se présente dans le tableau comme suit:

Tableau N° 2 : Actionnariat de l'UBA-VIE

Actionnariat	Part (en %)
SUNU Assurances Holding SA	53,50
Opérateurs économiques béninois	21,50
Bank of Africa Bénin (BOA-Bénin)	17,50
Ecobank Bénin	7,50
Total	100

Source : UBA-VIE

Le chiffre d'affaires réalisé par la compagnie UBA-VIE sur les cinq (05) derniers exercices se présente dans le tableau comme suit :

Tableau N° 3 : Chiffre d'affaires de la compagnie UBA-VIE (2003-2007)

Exercices	Chiffre d'affaires (en F CFA)
2003	1 041 133 311
2004	886 543 315
2005	1 032 822 370
2006	1 058 986 741
2007	1 123 227 374

Source : UBA-VIE

PARAGRAPHE 2 : STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

L'organigramme de l'UBA-VIE comprend outre le Conseil d'Administration, la Direction Générale et le Secrétariat de direction ; trois (03) grands services qui sont repartis en sections (divisions) et se présente de la manière suivante :

♦ **Le Conseil d'Administration**

Il est composé de cinq (05) administrateurs. C'est l'organe suprême, habilité à prendre des décisions sur les modifications concernant la raison sociale, le capital etc.

Il définit les objectifs généraux de la compagnie, approuve les comptes annuels, les projets de budgets et les comptes de fin d'exercice. Il nomme également le Directeur Général.

♦ **La Direction Générale**

Elle est assurée par un Directeur Général qui définit la politique générale et les objectifs de la société dans le domaine technique, commercial, financier, informatique et des ressources humaines. La Direction Générale organise et planifie en collaboration avec les chefs services les contacts avec la grande clientèle. Le Directeur Général est chargé de la coordination de l'ensemble des services et divisions de la société. Il contrôle également la bonne application des traités et conventions signés avec les réassureurs. Il a un rôle de prévention, de gestion et de contrôle.

♦ **Le Secrétariat de direction**

Il est chargé de la coordination administrative des activités de la société à savoir :

- la préparation et l'organisation des réunions de la Direction Générale ;
- l'enregistrement du courrier à l'arrivée et au départ ;
- la conception, la rédaction et le traitement des correspondances de la Direction Générale ;
- la saisie des documents ;
- la gestion des appels téléphoniques;
- l'accueil des visiteurs etc.

♦ **Le Service Technique et Commercial**

Ce service comporte trois (03) sections.

▪ ***la Section Production -Gestion***

La Production-Gestion est une entité chargée de l'émission des contrats de toutes sortes et de leur gestion. Elle a pour attributions :

- ⌘ l'émission des contrats ;
- ⌘ la gestion des contrats en portefeuille (avenants de modification) ;
- ⌘ la bonne tenue des comptes des assurés (encaissements, annulations et régularisations).

Cette section est animée par un chef aidé dans ses tâches par deux collaborateurs.

▪ *la Section Règlements*

La Section Règlements s'occupe des prestations. Elle fait également les études nécessaires pour éclairer la Direction Générale, en vue de la maîtrise des charges techniques. Elle a pour tâches :

- ⌘ le règlement des dossiers (avances, rachats partiels et totaux, capitaux échus, arrérages échus, sinistres décès, restitutions) ;
- ⌘ la fourniture des renseignements à la clientèle sur les dossiers et pièces nécessaires à fournir en vue de bénéficier des prestations ;
- ⌘ la gestion des courriers et l'établissement des bordereaux.

▪ *la Section Commerciale*

Elle est composée du réseau commercial et du recouvrement collectif et bancassurance. Le réseau commercial a pour activité principale la vente des produits de la compagnie. Pour mener à bien cette activité, le réseau est organisé en trois (03) équipes. Chaque équipe est composée de six (06) conseillers commerciaux formés et suivis par un chef d'équipe. L'ensemble des activités des conseillers commerciaux et chefs d'équipes est organisé et coordonné par un chef réseau commercial. Celui-ci supervise tout le réseau. Le recouvrement collectif et bancassurance est composé de trois (03) sous-sections:

✦ *Suivi des prélèvements et ordres de virement*

Cette sous-section est chargée de suivre les prélèvements et d'engager les actions nécessaires pour l'effectivité des encaissements depuis la date d'effet jusqu'à la date d'échéance du contrat. Elle s'occupe essentiellement de :

- l'inscription de nouvelles affaires dans le portefeuille ;
- la transmission des fiches de demande de prélèvement dans les institutions financières ;
- la vérification du démarrage effectif des nouveaux contrats par le paiement de la première prime ;
- la relance des prélèvements sur des anciennes affaires en souffrance dans le portefeuille.

✦ Recouvrement

Cette sous-section est animée par des conseillères qui sont chargées de contacter tous les clients en situation d'impayés, de définir d'un commun accord avec ceux-ci les différentes modalités de paiement desdits impayés.

✦ Bancassurance et Collectives

Cette sous-section a pour attribution la prospection des institutions de microfinance et des entreprises en vue de l'établissement d'un partenariat.

Toutes ces sous-sections sont coordonnées par une responsable commerciale. Elle doit veiller au bon fonctionnement de sa section et ceci en terme de moyens, actions et résultats à travers :

- l'élaboration du planning d'actions commerciales ;
- le suivi et l'encadrement des inspecteurs et des chargés de clientèle indépendants ;
- l'animation de séances périodiques portant sur le déroulement des actions commerciales ;
- l'analyse des résultats commerciaux obtenus par rapport aux prévisions budgétaires.

✦ Le Service Comptabilité, Administration et Placements (SCAP)

C'est un service multidimensionnel qui est composé de la section Comptabilité et Administration et de la section Placements. Cependant, il n'existe que la section Comptabilité et Administration qui prend en compte les placements à effectuer par la compagnie. Ce grand service embrasse tout ce qui concerne les finances et la comptabilité de l'UBA-VIE. Il a pour missions :

- la tenue de la comptabilité de la compagnie ;
- le suivi du portefeuille des placements et l'exécution des engagements de placements ;
- le suivi administratif des dossiers confiés par la Direction Générale et tout acte d'administration nécessaire au bon fonctionnement de la compagnie sous l'autorité de la Direction Générale.

Pour atteindre ces missions, le chef service exécute les tâches suivantes :

- l'établissement des états financiers de fin d'exercice ;
- la gestion de la trésorerie ;
- la gestion des opérations de placement sous l'autorité du Directeur Général ;

- la définition et la mise en œuvre d'outils d'analyse de l'activité et des résultats de la société en vue de fournir à la direction des moyens adéquats de management et de prise de décision ;
- l'établissement des états statistiques CIMA sous la supervision du Directeur Général.

Dans l'accomplissement de ces tâches, le chef Service Comptable, administration et Placements est aidé dans ses tâches par deux agents : un comptable et une caissière.

Le comptable est chargé de l'enregistrement, l'imputation et de la saisie de toutes les opérations comptables et financières. Il est associé à l'élaboration des états financiers et états statistiques CIMA.

La caissière est principalement chargée de l'encaissement des primes et des sorties de fonds pour les règlements de sinistres ou autres charges dont le montant est inférieur à cent mille (100 000) F CFA.

♦ Le service informatique et contrôles

Le service informatique est subdivisé en section informatique et, en section contrôles qui, à ce jour est non opérationnelle. La section informatique s'occupe de la gestion des bases de données de la compagnie. Elle est Animée par un chef service qui a pour tâches :

- la supervision et la coordination des activités informatiques ;
- le contrôle des données issues des traitements informatiques ;
- le suivi, la configuration et le paramétrage du progiciel SUNULIFE ;
- le suivi et la coordination des prestations offertes par la société de maintenance agréée par la compagnie.

L'absence du service réassurance s'explique par le fait que la réassurance est faite au niveau de trois entités notamment la section production-gestion qui s'occupe de la cession des primes, celle des règlements de la cession des sinistres et le service comptabilité qui s'occupe de l'établissement des comptes de réassurance et des opérations de paiement.

Nous notons également que l'UBA-VIE est réassurée dans le cadre d'un pool constitué par les filiales vie du groupe SUNU et par la SCOR VIE. La conservation de la société par tête est d'un plein soit un montant de F CFA 5 000 000 et la cession au niveau du pool est de dix (10) pleins soit un montant total de F CFA 50 000 000. La SCOR-VIE intervient ensuite jusqu'à hauteur de F CFA 200 000 000. Elle accepte également toutes les affaires en facultative pour des montants illimités. L'UBA-VIE dispose aussi d'un traité en catastrophe pour les évènements qui surviennent sur plus de trois (03) têtes.

SECTION 2 : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITES

PARAGRAPHE 1 : FONCTIONNEMENT

Pour assurer le fonctionnement de ses services, l'UBA-VIE a procédé à la mise en place d'un cadre de rencontre des différentes compétences. Ces rencontres permettent de faciliter l'animation et la coordination des activités afin d'éviter le cloisonnement des services.

A cet effet, il a été institué un Comité de Direction (CODI) qui se réunit une fois par quinzaine. Composé de la Direction Générale, des Chefs de services et de sections, ce comité fait le point de l'évolution des activités de la société et sur la politique suivie.

En plus de ce comité de direction, il a été institué un comité de sections qui se réunit une fois par semaine pour faire le point des travaux. Il se penche également sur les difficultés rencontrées afin d'y apporter des solutions.

PARAGRAPHE 2 : ACTIVITES

La compagnie UBA-VIE présente essentiellement des opérations d'assurances-vie et de capitalisation ainsi que la gestion de ses actifs.

Elle émet sur le marché :

- des contrats décès ;
- des contrats épargne ;
- des contrats mixtes.

Au titre de ces contrats, la compagnie UBA-VIE dispose d'un certain nombre de produits :

▪ **La Mixte Plus**

Ce contrat a pour objet de mettre, au profit de l'assuré, un plan individuel épargne retraite ou un complément de retraite en cas d'affiliation de l'assuré à une caisse de pension. Il garantit des prestations à l'assuré en cas de vie ou un capital au profit des bénéficiaires désignés en cas de décès avant l'échéance du contrat. Il ne peut être souscrit pour une durée inférieure à dix (10) ans.

▪ **La Rente Education Plus (REP)**

Le contrat Rente Education Plus dont la durée minimale est de dix (10) ans est un contrat de prévoyance et d'épargne qui permet d'apporter un concours financier aux bénéficiaires pendant leurs études, leur apprentissage ou leur installation dans la vie active.

▪ **Le Capital Tiré 10 ans ou KT 10**

C'est un produit de capitalisation par lequel, l'assuré s'engage à payer, vingt quatre mille cent cinquante (24150) F CFA par trimestre, soit huit mille cinquante (8050) F CFA par mois. La particularité de ce contrat est que l'assureur organise un tirage au sort au cours d'une séance publique en présence d'un huissier. A l'issue de ce tirage, l'assuré dont la police porte le numéro gagnant reçoit une somme de un million (1 000 000) F CFA et ce gain met fin à son contrat.

▪ **Le Capital Tiré 15 ans ou KT 15**

Le capital tiré 15 ans fonctionne de la même manière que le capital tiré 10 ans. Ici, la prime est de cinq mille (5 000) F CFA par mois soit quinze mille (15 000) F CFA par trimestre.

▪ **Le contrat Epargne Retraite Avenir (ERA)**

Le contrat Epargne Retraite Avenir est un produit de pure capitalisation qui permet à l'assuré de constituer, à son profit, un complément de retraite par la capitalisation de ses cotisations successives. Ces cotisations auxquelles s'ajoutent les intérêts et la participation aux bénéfices sont acquises à l'assuré en cas de vie ou aux bénéficiaires désignés dans le contrat, en cas de décès de l'assuré. Il constitue donc un produit de placement.

▪ **La Temporaire Décès (TD)**

C'est un contrat qui offre à l'assuré la garantie d'un capital en cas d'invalidité permanente et totale de ce dernier ou aux bénéficiaires désignés en cas de décès. Il existe quatre (04) types de temporaire décès à savoir :

- la temporaire décès individuel : elle garantit un capital en cas d'invalidité totale et définitive ou de décès de l'assuré, aux bénéficiaires désignés au contrat ;
- la temporaire décès liée aux crédits (individuel) : exigée par les institutions financières pour accorder un prêt à une personne, elle garantit le restant du crédit obtenu par l'assuré en cas d'invalidité permanente et totale ou en cas de décès de celui-ci ;
- la temporaire décès liée aux crédits (groupe) : elle est également exigée par les institutions financières et fonctionne comme la temporaire décès individuel ;
- la temporaire Décès Groupe Entreprise : elle garantit un capital en cas d'invalidité ou de décès, aux membres du personnel d'une entreprise.

- **Le Plan Libre Epargne (LE)**

C'est un produit de placement par pure capitalisation. Il est constitué par l'ensemble des « bons d'épargne libre UBA-VIE » acquis successivement par un même souscripteur.

En cas de vie au terme du contrat, l'assuré dispose de l'intégralité de son épargne valorisée.

En cas de décès du souscripteur, le montant intégral de son épargne disponible majoré de 05% est versé aux bénéficiaires désignés au contrat. Il constitue donc un produit de placement.

- **L'Indemnité Fin de Carrières (IFC)**

Le produit IFC est un contrat par lequel l'assureur s'oblige à gérer les fonds constitués par l'entreprise pour le paiement des indemnités de départ à la retraite de ses salariés. C'est un produit de pure capitalisation qui présente comme avantages la déductibilité fiscale et met l'entreprise à l'abri des éventuelles tensions de trésorerie.

Après cette présentation de l'UBA-VIE, nous allons présenter la FEDAS, compagnie d'assurance qui nous a permis d'acquérir des expériences pratiques dans la branche IARDT.

CHAPITRE 2 : LA FEDERALE D'ASSURANCES (FEDAS)

Dans ce chapitre, nous présenterons la Fédérale d'Assurances (FEDAS), son organisation, son fonctionnement et ses activités.

SECTION 1 : HISTORIQUE ET STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

PARAGRAPHE 1 : HISTORIQUE

La FEDAS est une société anonyme d'assurance et de réassurance spécialisée en Incendie, Accident, Risques Divers et Transport (IARDT) dont le capital social est un milliard (1 000 000 000) de F CFA.

Créée le 14 Mai 1998 par arrêté ministériel n°329/MF/DC/DGAE/DCA, la FEDAS a son siège social à Cotonou sur le boulevard Saint Michel et est dirigée par M. Faïssou ADEYEMAN.

En tant que compagnie à vocation internationale, la FEDAS dispose à ce jour d'une filiale au Togo dénommée FEDAS Togo et d'une filiale en Côte d'Ivoire dénommée FEDAS Côte d'Ivoire.

L'actionnariat de la FEDAS se présente dans le tableau comme suit :

Tableau N° 4: Composition de l'Actionnariat de la FEDAS

Actionnariat	Part (en %)
Privés béninois	60
Société nationale d'assurances mutuelle à Dakar	35
CICA-Ré	5
total	100

Source : FEDAS

Depuis sa création, le chiffre d'affaires de la FEDAS n'a cessé de croître. Le tableau ci-dessous retrace son évolution sur les cinq dernières années.

Tableau N° 5: Chiffre d'affaires de la FEDAS

Années	Chiffre d'affaires (en F CFA)
2003	2 406 145 046
2004	2 323 033 980
2005	2 538 200 567
2006	2 776 246 955
2007	3 329 284 874

Source: FEDAS

PARAGRAPHE 2 : STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

La structure organisationnelle de la FEDAS se présente comme suit :

▪ **L'Assemblée Générale**

C'est l'organe suprême de la FEDAS. Elle a pour missions :

- de s'assurer de la saine administration et du bon fonctionnement de la compagnie ;
- d'approuver les comptes et les modifications des statuts et de procéder à l'affectation des résultats ;
- de traiter de toute question relative à l'administration et au fonctionnement de la FEDAS.

L'Assemblée Générale se réunit une fois l'an pour examiner et approuver les comptes de la société et adopter le rapport d'activités de l'exercice. Elle siège dans les six (06) mois qui suivent la clôture de l'exercice pour donner quitus aux membres des organes de gestion.

▪ **Le Conseil d'Administration**

Nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires, le Conseil d'Administration a pour rôle de veiller au bon fonctionnement et à la bonne gestion de la société. Il fixe les objectifs de la société et l'orientation à donner à son administration. Il est composé de six (06) membres et est chargé :

- d'assurer le respect des prescriptions légales, réglementaires et statutaires ;
- de définir la politique de gestion des ressources et de rendre compte périodiquement de son mandat à l'Assemblée Générale dans les conditions fixées par les statuts et le règlement intérieur ;
- de prendre des décisions sur les objectifs généraux engageant la raison sociale de l'entreprise ;
- d'approuver les comptes de fin d'exercice ;
- d'une manière générale, de mettre en application les décisions de l'Assemblée Générale.

▪ **La Direction Générale**

Elle coordonne toutes les activités de la société et applique les décisions du Conseil d'Administration. C'est elle qui ordonne le budget de la compagnie et veille à son exécution tant en recettes qu'en dépenses. Elle est composée des services suivants :

✦ ***Le Service Informatique***

Le service informatique s'occupe de la gestion du système informatique, des différents logiciels et de la sécurité des données.

✦ ***Le service Audit et Contrôle Interne***

Directement rattaché à la Direction Générale, ce service s'occupe des missions d'audit et de contrôle. Il a été créé en Janvier 2008.

✦ *Le Secrétariat Particulier*

Le secrétariat particulier est chargé de l'enregistrement, de la saisie, de l'expédition du courrier confidentiel du Directeur Général et sert de courroie de transmission entre l'extérieur, les autres services et la Direction Générale. Il s'occupe également de toute autre tâche à lui confiée par le Directeur Général.

▪ La Direction Technique

La Direction Technique est chargée de la gestion technique de la production et des contrats « Maladie ». Elle se charge également du règlement des sinistres. Elle comprend :

✦ *Le Service Production, Statistiques et Inspection*

Ce service est chargé de la supervision et de la tenue des statistiques des émissions et de recouvrements de toutes les agences, "parcs" et bureaux directs ; du contrôle et de l'enregistrement technique de l'activité de production menée par toutes les structures de la société. Il s'occupe également :

- ⌘ des contrôles sur pièces et sur places ;
- ⌘ de l'élaboration des différents états statistiques ;
- ⌘ de la détermination des provisions techniques ;
- ⌘ de l'élaboration des tarifs et du contrôle de leur application.

✦ *Le Service Sinistres et Contentieux*

C'est un service après vente par excellence. Il enregistre les différentes déclarations de sinistres automobiles et risques divers et est chargé de leur gestion. Ses attributions s'étendent aux contentieux qui naissent soit entre la FEDAS et une autre compagnie d'assurance, soit entre la FEDAS et une personne morale ou physique.

Il a également pour rôle d'aider les assurés à entrer en possession de leurs droits au cas où ils seraient impliqués dans un accident qui les opposerait à un tiers en faisant jouer la garantie Défense et Recours.

✦ *Le Service Maladie*

Le service maladie s'occupe de l'émission des contrats d'assurance maladie et de la gestion des sinistres et contentieux de la branche maladie, à partir de la vérification et de l'enregistrement des factures.

✦ *Le Service Réassurance*

Le service réassurance est géré par le Département des bureaux directs et du courtage. Ce service s'occupe de toutes les opérations de réassurance notamment de l'élaboration des comptes annuels de réassurance et de la gestion des placements facultatifs.

Notons que le groupe FEDAS possède un pool de réassurance HM ré qui se comporte comme une captive et gère les programmes de réassurance du groupe avec les grands réassureurs internationaux. A l'interne, la FEDAS possède deux types de traités :

- l'excédent de plein (EDP) pour les risques techniques et incendie ;
- l'excédent de sinistre(XL) pour l'automobile, le transport et l'individuelle accidents

▪ *La Direction Commerciale*

La Direction Commerciale est chargée de la politique de gestion commerciale de la FEDAS. Elle a par conséquent la charge de la gestion de la production dans toutes les branches. Elle gère les affaires souscrites par les bureaux directs, les agences et le courtage. Elle est également chargée du suivi des relations avec les intermédiaires, de faire connaître les produits de la compagnie et d'en assurer la promotion et la distribution. Elle est aidée dans sa mission par les services ci-après :

✦ *Le Département des Bureaux directs et du Courtage*

Ce grand département comporte six (06) bureaux directs dont deux (02) sont à l'intérieur du pays. Il s'occupe du suivi des dossiers provenant des courtiers depuis la cotation jusqu'à l'encaissement des primes, en passant par la mise en place du contrat. Les bureaux directs gèrent les commerciaux. Ce département est dirigé par un responsable, aidé dans ses tâches par deux (02) collaborateurs.

✦ *Le Service Agents Généraux*

Ce service s'occupe du suivi de toutes les agences de la FEDAS. Il a pour attribution principale la centralisation du chiffre d'affaires par branche de toutes les agences. Il assiste également les agents généraux en matière de cotation et de production de contrats.

La FEDAS compte à ce jour quarante quatre (44) agents généraux repartis sur le territoire national. A la tête du service se trouve un chef aidé par un (01) collaborateur.

✦ *Le service Communication et Relations Publiques*

Il sert d'interface entre l'extérieur et la Direction Commerciale. Comme activités principales, il étudie les dossiers de sponsoring et les transmet à la Direction Commerciale; élabore des plans de communication et a pour mission d'accroître la notoriété de l'entreprise. Il faut noter que ce service n'a été créé qu'en Avril 2008.

▪ *La Direction Administrative, Financière et Comptable*

Cette direction regroupe les services suivants :

✦ *Le Service Bâtiment*

Mis en place récemment, ce service s'occupe de la gestion du patrimoine immobilier de la société.

✦ *Le Service Ressources Humaines*

Il s'occupe de la gestion du personnel, de la déclaration des agents à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et du traitement de leur rémunération.

✦ *Le Service Matériel*

Le service matériel s'occupe de la gestion des matériels, de leur utilisation et de l'identification des immobilisations.

✦ *Le Service Financier*

Il comprend la section trésorerie constituée de la caisse centrale de la société et la section placement dont le rôle est de garantir une meilleure couverture des engagements réglementés, de contribuer à la réalisation d'un résultat optimal et de conforter la marge de solvabilité.

Comme autres tâches, ce service s'occupe de l'encaissement des primes en espèces ou par chèques, des décaissements, de la gestion des placements et titres de participation, de la gestion des comptes bancaires et de l'élaboration des états CIMA C4, C5 et C11.

✦ *Le Service Comptabilité*

Ce service est divisé en son sein en deux (02) sections qui s'occupent respectivement de la comptabilité technique et de la comptabilité générale. De façon générale, ces sections ont comme activités le traitement et la saisie des opérations techniques et générales, des autres pièces comptables, des divers rapprochements (bancaire, caisse, chiffre d'affaires etc.), de la déclaration, de la liquidation, du reversement des impôts et des travaux d'inventaire.

SECTION 2 : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITES

PARAGRAPHE 1 : FONCTIONNEMENT

En début de chaque semaine, se tient une réunion du CODI entre les responsables des différentes directions de la compagnie. Cette réunion est dirigée par le Directeur Général lui-même et sert à examiner les problèmes qui existent au sein de l'entreprise afin d'y apporter des solutions.

Des résolutions sont prises au cours de ces rencontres et les directions concernées reçoivent mandat de les appliquer au sein de leur département.

Chaque direction tient à son tour une rencontre hebdomadaire avec les chefs services pour se pencher sur le fonctionnement des activités de la semaine et réfléchir sur la mise en application des recommandations issues du CODI.

Au cours de la semaine, les relations inter-directions ou entre services se matérialisent par des échanges de documents et d'informations au moyen du cahier de transmission interne pour assurer une synergie parfaite dans le travail entre les structures concernées.

PARAGRAPHE 2 : ACTIVITES

Les activités de la FEDAS sont diversifiées à travers une série de produits commercialisés. A cet effet, nous pouvons citer comme produits :

▪ L'Assurance Automobile

L'assurance « automobile » a pour garantie de base, rendue obligatoire par la loi n°65-1 du 4 Mars 1965, la Responsabilité civile de l'assuré. Cette assurance contient des garanties optionnelles telles que la carte brune CEDEAO, le vol, l'incendie, le bris de glace etc.

A toutes ces garanties, s'ajoutent la protection du conducteur et celle des personnes transportées.

▪ L'Assurance Transport

Dans cette formule d'assurance, la FEDAS couvre non seulement les moyens de transport, mais aussi tous les risques auxquels sont exposés les intermédiaires de transports et les marchandises transportées par voie maritime, aérienne, terrestre et ferroviaire.

▪ L'Assurance Maladie

Elle a pour objet de protéger les personnes contre les conséquences pécuniaires de la maladie, de l'accident et de la maternité. A travers les formules Maladie-groupe et Individuelle-famille, la FEDAS garantit le remboursement dans les meilleurs délais en faveur de l'assuré, de son conjoint et des personnes à charge, des frais de soins engagés dans les centres de santé agréés.

▪ L'Individuelle Accidents

La garantie individuelle accidents est un contrat qui prévoit le versement d'un capital à l'assuré en cas d'incapacité permanente et totale des suites d'un accident ainsi que le remboursement des frais de traitement liés à cet accident.

Cette même couverture garantit un capital en cas de décès de l'assuré par accident, aux bénéficiaires désignés dans le contrat.

▪ L'Assurance Voyage

L'assurance voyage est une couverture qui permet à l'assuré de voyager en toute tranquillité grâce à une combinaison des garanties maladies, individuelle accidents et assistance, dans presque tous les pays du monde.

▪ **La Multirisque Habitation**

C'est une garantie qui couvre tous les risques de l'assuré en tant que propriétaire, colocataire, ou locataire d'une maison ou d'un appartement occupé.

Dans un seul et même contrat, l'assureur garantit l'incendie, la responsabilité civile, les dégâts des eaux, les bris de machines, bris de glace, le vol et les dommages aux appareils électriques.

▪ **La Multirisque Professionnelle**

La multirisque professionnelle est un produit qui regroupe dans une seule et même police, plusieurs garanties couvrant les risques inhérents au fonctionnement normal d'une entreprise ou d'une unité de production. Ces garanties sont l'incendie, le vol avec agression et/ou effraction, les dégâts des eaux, les bris de glaces, etc.

▪ **L'Assurance Tous Risques Informatiques**

L'assurance des risques informatiques est une assurance de dommages qui couvre tous les dommages directs causés au matériel assuré, de même que la reconstitution des logiciels et les frais supplémentaires.

▪ **L'Assurance Construction**

Pour l'exécution des travaux de construction, la FEDAS dispose d'une gamme variée de couverture à savoir :

- tous risques chantiers ;
- tous risques montage ;
- montages-essais ;
- maintenance ;
- bris de machine ;
- dommages aux engins de chantiers.

Ces couvertures offrent une protection complète à l'assuré, aussi bien contre les dommages causés à l'ouvrage, aux équipements utilisés pour l'exécution des travaux et aux matériels de chantier, que contre les dommages matériels et corporels causés aux tiers du fait de l'exécution des travaux.

▪ **L'Assurance Perte d'Exploitation**

L'assurance perte d'exploitation commercialisée par la FEDAS permet à l'assuré de se prémunir contre les pertes de bénéfice et des charges fixes consécutives à un sinistre garanti. Elle intéresse particulièrement les chefs d'entreprises désireux d'être indemnisés du préjudice financier subi par suite d'un arrêt partiel ou total de l'exploitation de leurs entreprises.

▪ **L'Assurance Scolaire**

L'assurance scolaire est un produit destiné à préserver les élèves contre les risques inhérents à leur scolarisation. Elle couvre non seulement les dommages causés à autrui et qui engageraient la responsabilité civile de l'assuré, mais également les dommages que celui-ci pourrait subir en milieu scolaire.

A la suite de la présentation du marché béninois des assurances et des structures d'accueil, notamment l'UBA-VIE et la FEDAS, nous allons consacrer la deuxième partie de notre étude à l'analyse financière de l'Union Béninoise d'Assurances-Vie.

DEUXIEME PARTIE : ANALYSE FINANCIERE DE L'UNION
BENINOISE D'ASSURANCES-VIE
(UBA-VIE).

CHAPITRE 1 : PRESENTATION DES ETATS ET METHODES D'ANALYSES

Ce chapitre sera consacré à la présentation des outils indispensables à la gestion des compagnies d'assurances-vie et aux différentes méthodes utilisées pour effectuer les analyses.

SECTION 1 : LES OUTILS DE LA GESTION

PARAGRAPHE 1 : LES DOCUMENTS DE BASE DE LA GESTION

A- Le Bilan

Le bilan est un tableau qui présente à la date de son établissement la situation des "droits" et "obligations" de l'entreprise et la description des moyens qu'elle met en œuvre. Il permet d'évaluer la situation nette d'une entité par la différence entre les biens et créances et les dettes et engagements de celle-ci. Le bilan intéresse particulièrement l'actuaire car il souhaite y lire la capacité de l'entreprise à honorer la totalité des engagements pris envers les assurés.

B- Les Comptes de Résultats

1- le compte d'exploitation générale ou compte technique

Le compte d'exploitation ou compte technique récapitule les produits et les charges de l'exercice sans tenir compte de la date d'encaissement ou de paiement. Il fait apparaître le bénéfice ou la perte de l'exercice par différence des produits et des charges, déduction faite des amortissements et des provisions.

Le compte d'exploitation compare les charges (dépenses) aux produits (recettes), afin d'expliquer la variation de la situation nette comptable de la compagnie d'assurance sur une période considérée. Notons cependant qu'en assurance, les produits sont principalement les primes ou cotisations et les produits financiers ; les charges sont principalement les sinistres et les frais de gestion.

2- le compte de pertes et profits ou compte non technique

Le résultat du compte non technique s'obtient à partir du résultat du compte d'exploitation générale de l'entreprise. Il prend en compte les pertes et profits sur exercices antérieurs (les rappels d'impôts, les rentrées sur créances amorties etc.)

Le solde de ce compte constitue le résultat net global, porté en fin d'année au compte de résultat en instance d'affectation.

3- le compte de résultat en instance d'affectation

Le compte de résultat en instance d'affectation est arrêté lors de l'assemblée générale des actionnaires qui décide de l'utilisation du résultat :

- en cas de bénéfice, une partie pourra être distribuée aux actionnaires sous forme de dividendes ; le reste sera affecté en réserves, soit en partie ou en totalité ;
- s'il s'agit d'une perte, celle-ci sera portée en report à nouveau.

PARAGRAPHE 2 : LES ETATS CIMA ET RATIOS SIGNIFICATIFS

Nous présenterons dans cette partie les états statistiques les plus significatifs dans une compagnie d'assurance-vie.

A- Les Etats CIMA examinés

1- Etat C4 : couverture des engagements réglementés

L'état C4 informe sur le montant des engagements réglementés et celui des actifs représentatifs de ces engagements. Cet état fait la récapitulation des placements. Il renseigne sur le niveau de couverture des engagements de l'assureur.

2- Etat C11 : marge de solvabilité

La marge de solvabilité correspond aux ressources que la société pourrait employer pour faire face à des pertes importantes. La marge de solvabilité doit être supérieure à un minimum réglementaire.

B- Les Ratios significatifs

L'appréciation des résultats d'un contrat, d'un portefeuille et même d'une société s'étale au-delà d'un seul exercice. Par conséquent, les indicateurs appropriés à l'analyse financière d'une compagnie d'assurance sont les ratios.

Le ratio est un rapport sous la forme d'un quotient ou d'un pourcentage entre deux grandeurs caractéristiques. Il existe une multitude de ratios en assurance-vie. Parmi ceux-ci, nous déterminerons ceux dont les analyses nous semblent plus pertinentes dans la gestion d'une compagnie d'assurance-vie.

1- les ratios d'analyse de l'activité

❖ Taux de croissance des cotisations émises (T1)

$$T1 = \frac{\text{cotisations émises } n}{\text{cotisations émises } n-1}$$

Ce ratio est l'indicateur de la croissance du chiffre d'affaires. Il permet de comparer la dynamique de l'entreprise par rapport à la concurrence. Sur plusieurs années, ce ratio peut refléter la tendance de la force commerciale car dans le cas d'activités à cotisations périodiques, le chiffre d'affaires d'une année est en grande partie issu des contrats acquis les années précédentes. Ainsi, une société cessant toute activité commerciale, peut continuer à encaisser des primes.

❖ Taux de croissance des affaires nouvelles (T2)

$$T2 = \frac{\text{Production } n}{\text{Production } n-1}$$

Le taux de croissance des affaires nouvelles est un ratio interne qui suppose que la production soit suivie. A la différence du chiffre d'affaires, la production est une notion qui ne retient que les affaires nouvelles de l'année. Elle fait l'objet d'un suivi par le contrôle de gestion ou les services technico-commerciaux.

Ce taux est un complément indispensable du taux de croissance des cotisations émises et représente le véritable indicateur du dynamisme du service commercial.

❖ Taux des frais de gestion par rapport aux cotisations émises (T3)

$$T3 = \frac{\text{frais de gestion } n}{\text{cotisations émises } n}$$

Ce ratio permet de mesurer la capacité de la société à gérer son activité à faible coût.

Les frais de gestion sont enregistrés par destination. Elles sont composées :

- des frais d'acquisition ;
- des frais d'administration ;
- des frais de règlement de sinistres ;
- des frais de gestion des placements ;
- des autres charges techniques.

❖ *Taux de rendement des actifs gérés (T4)*

$$T4 = \frac{\text{Résultat financier n}}{\text{Actifs gérés en valeur de marché}}$$

Il serait bon d'avoir une approche terminologique de l'actif géré. En effet, il faut comprendre par actif géré, tout actif rémunérateur, source de produits financiers (revenus ou plus-value).

Dans l'ensemble, il s'agit:

- des valeurs mobilières ;
- des immeubles et parts de sociétés immobilières ;
- des prêts et effets assimilés ;
- des disponibilités ou liquidités placées.

Ce ratio est un indicateur de performance de la gestion financière. Il peut être comparé d'une part, aux performances des divers indicateurs de marché (ex le CAC 40¹, Matif² etc.) et d'autre part, au taux de rémunération de l'épargne des assurés. Il permet de voir si la société distribue aux assurés un taux supérieur à l'enrichissement qu'elle génère.

2- *Les ratios de structure financière*

❖ *Taux de rentabilité globale des placements (T5)*

$$T5 = \frac{\text{Total des produits de placements}}{\text{Total des placements}}$$

¹ Cotation Assistée en Continu. C'est le principal indice boursier sur la place de Paris.

² Marché à terme d'instruments financiers.

Le taux de rentabilité globale des placements nous révèle l'évolution globale des placements d'année en année. Ce ratio fait ressortir le pourcentage des revenus générés par l'ensemble des placements.

❖ **Taux de couverture des engagements techniques par des actifs rémunérateurs (TER)**

$$TER = \frac{\text{Actifs Rémunérateurs ou Représentatifs}}{\text{Engagements Techniques ou Réglementés}}$$

Les actifs admis en représentation des engagements sont des biens inscrits à l'actif du bilan qui sont destinés à couvrir, dans les conditions fixées par la réglementation, les dettes privilégiées et contractées par les sociétés d'assurances.

Lorsque le TER est supérieur ou égal à 1 ou 100%, il indique que les engagements techniques sont couverts totalement par les actifs rémunérateurs.

Pour mesurer la performance financière d'une compagnie d'assurance-vie, ce ratio est l'un des plus prudentiels.

❖ **Taux de couverture de la marge de solvabilité réglementaire (TMS)**

La marge de solvabilité est exigée par le législateur afin que l'assureur ait la capacité d'honorer à ses engagements. Ce ratio prend en compte certains éléments admis en couverture mais non isolés en tant que tels dans le bilan. Il se calcule ainsi :

$$TMS = \frac{\text{Eléments constitutifs de la marge de solvabilité réglementaire au 31/12/n}}{\text{Montant réglementaire de la marge de solvabilité au 31/12/n}}$$

Ce taux est l'indicateur «classique» du taux de couverture de la marge de solvabilité. Il doit être supérieur ou égal à 1.

3- Les ratios d'analyse du résultat

❖ **Taux de rentabilité financière ou Return On Equity (ROE) (T6)**

$$T6 = \frac{\text{résultat net n}}{\text{capitaux propres au 31/12/n}}$$

La rentabilité financière d'une entreprise est appréciée en rapportant les résultats soit aux capitaux propres, soit aux capitaux permanents. Ces rapports permettent de savoir si ces capitaux sont judicieusement utilisés.

❖ *Taux de distribution (T7)*

$$T7 = \frac{\text{Dividendes versés en } n+1}{\text{Résultat } n}$$

Ce ratio permet de voir la part du résultat consacré aux dividendes.

SECTION 2 : PRESENTATION DES METHODES D'ANALYSES

PARAGRAPHE 1 : METHODES D'ANALYSES DES ETATS FINANCIERS

Deux méthodes sont traditionnellement utilisées pour mener une analyse des états financiers : l'analyse horizontale et l'analyse verticale ou de structure. Les analyses peuvent être menées de manière chronologique (longitudinale), transversale et sectorielle (MAPAPA, 2002).

A - Analyse horizontale

L'analyse horizontale consiste à examiner l'évolution des données financières dans le temps. Cette évolution peut être visualisée à l'aide de graphique.

L'avantage de cette analyse est qu'elle permet de découvrir l'ampleur et le sens de variation des indicateurs de performance sur plusieurs années. Comme toute technique, l'analyse horizontale doit être interprétée avec prudence. Différents facteurs peuvent affecter l'évolution de la situation financière dans le temps : modifications des conditions exogènes, inflation, modification des règles d'évaluation etc.

B- Analyse verticale ou de structure

L'analyse verticale permet d'examiner la part relative de chaque rubrique à la constitution du bilan, du compte de résultat et de voir la façon dont chaque poste contribue à la composition du patrimoine. Pour ce faire, chaque rubrique du bilan, tant à l'actif qu'au passif, est exprimé en pourcentage du total du bilan.

L'analyse verticale dans le temps complète l'analyse horizontale qui elle, considère l'évolution de différents rubriques dans le temps, sans tenir compte de l'évolution de l'ensemble du patrimoine.

C'est cette méthode qui sera utilisée dans la présente étude.

« L'objectif des états financiers est de fournir une information sur la performance, la situation financière de l'entreprise et son évolution, qui soit utile à une large gamme d'utilisateurs lorsqu'ils prennent leurs décisions économiques³ » Cependant, les états financiers issus de la comptabilité générale fournissent une information comptable qui ne permet pas toujours de faire un diagnostic financier. Ainsi, pour mener à bien notre analyse, nous allons procéder à la restructuration des bilans et comptes de résultats.

La restructuration du bilan consiste à transformer le bilan comptable en bilan financier, répondant aux exigences de l'analyse financière. En effet, elle consiste à éliminer du bilan les éléments comptables dits de « non-valeur » pour apprécier le patrimoine financier à sa juste valeur.

Nous regrouperons les éléments du bilan comptable en fonction des termes de réalisation ou d'exigibilité à plus ou moins d'un an.

Mieux adaptée à la technique financière, le bilan financier a l'avantage de condenser en grandes masses les postes détaillés du bilan comptable.

La restructuration des comptes de résultats consiste à procéder à des retraitements et aux regroupements des différentes rubriques afin de dégager les agrégats plus significatifs sur le plan de l'analyse financière.

Les dotations aux amortissements, réductions de valeur et provision pour risques et charges (dotations et reprises) sont regroupées au sein de chacun des volets du compte de résultats, car elles constituent les charges non décaissées et les produits non encaissés.

PARAGRAPHE 2 : METHODES D'ANALYSES DES ETATS STATISTIQUES

L'analyse des états statistiques se fera sur la base des ratios d'analyses financières. Dans cette partie, nous allons apporter les raisons nécessaires à l'utilisation des ratios dans notre étude.

³Raffournier (B) « Les normes comptables internationales », Economica, 1996 ; P.14 cité par MAPAPA op.cit

A- Le Ratio

Comme défini précédemment, le ratio est un rapport entre deux grandeurs susceptibles de donner une indication, une explication sur la situation financière de l'entreprise. Dans le domaine de l'analyse financière, les ratios sont des rapports entre :

- des postes ou des groupes de postes du bilan ;
- des postes ou des groupes de postes du compte de résultats ;
- des postes ou des groupes de postes du bilan et des postes ou groupes de postes du compte de résultats.

B- Utilité et objectifs des ratios d'analyses financières

Les ratios d'analyses financières représentent un instrument complémentaire fort utile dans l'analyse et la compréhension des comptes d'une société d'assurance (AXA et BEFEC, 1994). La logique qui sous-tend l'application des ratios se fonde sur les informations financières dont on dispose ainsi que sur les caractéristiques financières qu'elles permettent de mettre en évidence. Ils permettent :

- de fournir pour la société un certain nombre d'indicateurs sur la structure de l'activité ;
- d'analyser sur le long terme les principales tendances de l'évolution de cette activité ;
- enfin d'apprécier les performances de l'entreprise par rapport à elle-même et par rapport aux autres entreprises.

Les ratios doivent cependant être manipulés avec prudence en sachant qu'une série de ratios ne présente d'utilité que sur le long terme, car deux ou trois années sont insuffisantes pour dégager de véritables tendances. C'est pour cette raison que nos analyses portent sur cinq (05) exercices.

CHAPITRE 2: PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES **SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS**

Dans ce chapitre, nous allons présenter les données de notre étude sur lesquelles vont porter nos analyses afin d'aboutir à des suggestions et recommandations.

SECTION 1 : PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES

PARAGRAPHE 1 : ANALYSE DES ETATS FINANCIERS

A- Analyse des Bilans

Des postes du bilan sur cinq exercices (2003-2007), ressortent les bilans restructurés qui se présentent dans le tableau comme suit :

Tableau N°6 : Bilans restructurés de la compagnie UBA-VIE (2003-2007)

ACTIFS	2003	2004	2005	2006	2007
Actifs fixes ou Valeurs immobilisées ⁴	3 505 902 001	3 841 160 857	3 954 071 084	4 138 628 922	4 267 664 564
Valeurs d'exploitation ⁵	156 904 168	186 866 507	251 548 276	305 016 073	319 256 128
Valeurs réalisables	253 336 762	240 955 412	274 440 185	464 676 321	555 867 061
Valeurs disponibles ⁶	678 204 099	598 936 150	869 717 834	891 034 890	1 122 008 098
Total Actif	4 594 347 030	4 867 918 926	5 349 777 379	5 799 356 206	6 264 795 851
PASSIF	2003	2004	2005	2006	2007
Capitaux propres ⁷	591 762 097	610 939 908	653 681 429	714 845 690	718 655 657
Dettes à long et moyen terme (DLMT) ⁸	3 796 471 386	4 034 896 681	4 384 224 685	4 744 300 814	5 100 045 079
Capitaux permanents ⁹	4 388 233 483	4 645 836 589	5 037 906 114	5 459 146 504	5 818 700 736
Dettes à court terme	206 113 547	222 082 337	311 871 265	340 209 702	446 095 115
Total passif	4 594 347 030	4 867 918 926	5 349 777 379	5 799 356 206	6 264 795 851

Source : Etabli par nous-même à partir des états financiers de l'UBA-VIE

⁴ Valeurs immobilisées : Total des immobilisations nettes déduit des actifs fictifs.

⁵ Valeurs d'exploitation : part des cessionnaires dans les provisions techniques.

⁶ Valeurs disponibles : Banques et caisse.

⁷ Capitaux propres : (Total capitaux propres et réserves + Résultats) – Actifs fictifs

⁸ DLMT : Subventions, provisions pour pertes et charges, dettes à long et moyen terme et provisions techniques

⁹ Capitaux permanents : capitaux propres et dettes à long et moyen terme

L'analyse des bilans restructurés se fera d'une part à travers l'analyse de la structure de l'Actif (Tableau N°7) et d'autre part à partir de la structure du Passif (Tableau N°8).

1- analyse de la structure de l'Actif

Tableau N°7 : Structure de l'Actif des bilans restructurés (2003-2007)

Années Grandeurs	2003		2004		2005		2006		2007	
	Montant	%								
Actifs fixes ou Valeurs immobilisées	3505902001	76,31	3841160857	78,91	3954071084	73,91	4138628922	71,36	4267664564	68,12
Valeurs d'exploitation	156904168	3,42	186866507	3,84	251548276	4,70	305016073	5,26	319256128	5,10
Valeurs réalisables	253336762	5,51	240955412	4,95	274440185	5,13	464676321	8,02	555867061	8,87
Valeurs disponibles	678204099	14,76	598936150	12,30	869717834	16,26	891034890	15,36	1122008098	17,91
Total Actif	4594347030	100,00	4867918926	100,00	5349777379	100,00	5799356206	100,00	6264795851	100,00

Source : Etabli par nous-même à partir des données de l'UBA-VIE

A l'Actif du bilan restructuré, la proportion des actifs fixes ou valeurs immobilisés domine très largement. Elle est de 73% en moyenne sur les cinq années. Ces actifs sont composés des immobilisations corporelles, valeurs mobilières, titres assimilés, les autres prêts, dépôts et cautionnement. Ensuite viennent les valeurs disponibles (banques et caisse) estimées en moyenne à 15% des Actifs. Les autres valeurs réalisables occupent en moyenne 6% et les valeurs d'exploitation représentent la proportion la plus petite (4% en moyenne).

La part plus grande et dominante des valeurs immobilisées s'explique par les caractéristiques spécifiques liées à l'assurance :

- l'inversion du cycle de production signifiant que le prix de vente (prime), n'est réellement connu qu'après la prestation (règlement de l'indemnité) qui intervient ultérieurement ;
- le décalage possible entre la survenance du fait dommageable, générateur de paiement de l'indemnité et le règlement effectif de cette indemnité.

Ce double phénomène aura pour conséquence une masse de capitaux que l'assureur détient et qu'il doit gérer à travers des placements en obligations, actions, immeubles, prêts ... afin d'en tirer des produits (revenus ou plus value de réalisation).

2- analyse de la structure du Passif

Tableau N°8 : Structure du Passif des bilans restructurés (2003-2007)

Années Grandeurs	2003		2004		2005		2006		2007	
	Montant	%								
Capitaux propres	591762097	12,88	610939908	12,55	653681429	12,22	714845690	12,32	718655657	11,47
Dettes à long et moyen terme	3796471386	82,63	4034896681	82,89	4384224685	81,95	4744300814	81,81	5100045079	81,41
Dettes à court terme	206113547	4,49	222082337	4,56	311871265	5,83	340209702	5,87	446095115	7,12
Total passif	4594347030	100,00	4867918926	100,00	5349777379	100,00	5799356206	100,00	6264795851	100,00

Source : Etabli par nous-même à partir des données de l'UBA-VIE

De façon restructurée, nous constatons que le passif du bilan est dominé par les dettes à long et moyen terme. Ces dettes font en moyenne 82% sur les cinq années. Elles sont composées en quasi-totalité des provisions techniques qui représentent la somme des engagements de l'assureur envers les assurés. Notons par ailleurs que ce sont les provisions de primes, en l'occurrence les provisions mathématiques qui constituent l'essentiel des provisions techniques, avec un taux moyen de 93,43%.

Outre les provisions techniques, il existe également les capitaux propres qui occupent le second rang des principaux postes du passif du bilan avec une moyenne de 12% sur les cinq années. Les dettes à court terme viennent après avec une moyenne de 4,7%.

B- Analyse des comptes de résultats

Notre analyse portera sur les agrégats du compte de résultats (2003-2007) et après sur les évolutions des produits et des charges de la compagnie.

Tableau N°9 : Compte de résultats restructurés de la compagnie UBA-VIE (2003-2007).

Années Postes	2003	2004	2005	2006	2007
Primes de l'exercice	1 041 133 311	886 543 315	1 032 822 370	1 058 986 741	1 123 827 374
Produits accessoires	33 694 745	33 667 111	15 545 002	8 782 716	10 742 164
Produits d'exploitation (I)	1 074 828 056	920 210 426	1 048 367 372	1 067 769 457	1 134 569 538
Prestations de l'exercice	482 825 684	519 121 686	505 293 202	499 924 113	493 162 421
Commissions	64 544 291	51 179 238	55 647 361	48 212 179	54 262 812
Autres charges	467 580 966	312 814 124	401 222 643	465 624 814	679 352 841
Total des charges (II)	1 014 950 941	883 115 048	962 163 206	1 013 761 106	1 226 778 074
Valeur Ajoutée (I-II)	59 877 115	37 095 378	86 204 166	54 008 351	(92 208 536)
Frais de personnel(III)	66 138 088	64 445 633	64 934 521	60 675 980	63 358 056
EBE (VA-III)	(6 260 973)	(27 350 255)	21 269 645	(6 667 629)	(155 566 592)
Dotations aux amortissements et provisions (IV)	32 000 594	32 935 013	79 514 476	21 691 326	11 652 436
Résultat d'exploitation net avant réassurance (EBE-IV)	(38 261 567)	(60 285 268)	(58 244 831)	(28 358 955)	(167 219 028)
Résultat de réassurance	(40 743 137)	(14 121 472)	(26 761 548)	(51 199 564)	(52 225 425)
Produits financiers (V)	216 288 892	189 704 280	223 194 879	245 875 062	249 619 263
Charges financières (VI)	18 004 668	21 971 926	22 614 252	22 089 762	23 659 151
Résultat financier (V-VI)	198 284 224	167 732 354	200 580 627	223 785 300	225 960 112
Résultat net de réassurance	119 279 520	93 325 614	115 574 248	144 226 781	6 515 659
Produits exceptionnels	18 469 471	8 362 426	21 071 421	5 186 648	160 382 079
Charges exceptionnelles	49 184 773	14 654 629	31 332 714	7 942 401	55 706 139
Résultat exceptionnel	(30 715 302)	(6 292 203)	(10 261 293)	(2 755 753)	104 675 940
Résultat de l'exercice	88 564 218	87 033 411	105 312 955	141 471 028	111 191 599

Source : Etabli par nous-même à partir des données de l'UBA-VIE

Nous remarquons que la valeur ajoutée (VA) est positive et croissante de 2003 à 2006. Cela signifie que l'enrichissement créé par l'entreprise est bon et favorable. Par contre en 2007, elle est négative. Et ceci est dû au fait que les charges d'exploitation sont supérieures aux produits d'exploitation.

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) ou résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et aux provisions représente l'autofinancement économique de l'entreprise. Il est un résultat économique important dans la mesure où il est un résultat avant toute politique financière, avant impôt et résultat financier et exceptionnel (MAPAPA, op.cit).

L'EBE obtenu avant la réassurance, est négatif sur l'ensemble des exercices de l'UBA-VIE à l'exception de 2005 où il est positif. Cette différence s'explique par la forte valeur ajoutée issue de cet exercice. Ces valeurs négatives de l'EBE peuvent s'avérer compréhensible pour une compagnie d'assurance-vie.

Le solde de réassurance est négatif sur tous les exercices. Il est donc en faveur des réassureurs. Nous recommandons à la société de renégocier ses traités de réassurance ou de pratiquer un peu plus la coassurance.

Le résultat financier a connu une baisse de 15,41% de 2003 à 2004. Ceci s'explique par une augmentation des charges financières contrairement aux produits financiers. Puis après, la compagnie a enregistré une croissance continue du résultat financier sur les autres exercices malgré une légère progression des charges et une baisse relative des produits financiers.

Les résultats des exercices évoluent en dents de scie. L'UBA-VIE doit certainement mettre en place une direction commerciale ayant une politique de gestion à long terme afin d'augmenter de façon considérable les produits d'exploitation.

L'analyse des comptes de résultats se fera également à travers la structure des produits et la structure des charges de la compagnie.

1- analyse des produits

Tableau N°10 : Evolution des produits (2003-2007)

Années Rubriques	2003		2004		2005		2006		2007		
	%	tx	%	tx	%	tx	%	tx	%	tx	
Primes de l'exercice	77,48	-	75,91	-0,15	74,56	0,16	75,25	0,03	70,09	0,06	
Produits accessoires	2,51	-	2,88	0,00	1,12	-0,54	0,62	-0,44	0,67	0,22	
Produits financiers	16,10	-	16,24	-0,12	16,11	0,18	17,47	0,10	15,57	0,02	
Produits exceptionnels	1,37	-	0,72	-0,55	1,52	1,52	0,37	-0,75	10,00	29,92	
Cessions et rétrocessions de charges	2,55	-	4,24	0,45	6,68	0,87	6,29	-0,04	3,67	-0,33	
Total des produits	%	100	-	100	-	100	-	100	-	100	-
	Mon tants	1 343 796 891		1 167 845 843		1 385 136 851		1 407 366 990		1 603 483 944	

Source : Etabli par nous-même à partir des données de l'UBA-VIE

% = Proportion des produits

t_x = Taux d'accroissement annuel

A l'aide du tableau montrant l'évolution des produits, nous pouvons dire que la principale ressource d'exploitation de l'UBA-VIE provient des primes des exercices, qui représentent en moyenne 74% du total des produits. Ensuite viennent les produits financiers avec environ 16% de l'ensemble des produits.

Le taux d'accroissement des primes a connu une baisse de 2003 à 2004 (environ 15%) pour ensuite se hisser à 16% en 2005. En 2006 et 2007 par contre, les augmentations des primes n'ont pas subi la même allure que celle de 2005. Cette augmentation discontinuée des primes vient confirmer notre proposition de doter la compagnie d'une politique commerciale axée sur le long terme avec des objectifs précis.

Le taux d'accroissement des produits financiers est en baisse constante depuis 2005 après avoir connu une chute en 2004. Il ressort donc de cette analyse que l'UBA-VIE pratique une politique de placement trop prudente exercée par les dirigeants ; ne permettant pas ainsi d'obtenir beaucoup de produits financiers.

2- analyse des charges

Tableau N°11 : Evolution des charges (2003-2007)

Années Rubriques	2003		2004		2005		2006		2007		
	%	tx	%	tx	%	tx	%	tx	%	tx	
Sinistres et capitaux échus	38,47	-	48,03	0,08	39,48	-0,03	39,49	-0,01	33,05	-0,01	
Dotations aux PM	25,56	-	16,23	-0,45	22,26	0,62	23,71	0,05	33,26	0,65	
Charges de commission	5,14	-	4,74	-0,21	4,35	0,09	3,81	-0,13	3,64	0,13	
TFSE ¹⁰ , transport et déplacement	6,17	-	6,95	-0,03	7,03	0,20	7,84	0,10	7,13	0,07	
Impôts et taxes	1,94	-	1,94	-0,14	1,93	0,18	1,98	0,01	1,67	-0,01	
Frais divers de gestion	3,57	-	3,82	-0,08	0,13	-0,96	3,26	23,11	3,47	0,26	
Frais de personnel	5,27	-	5,96	-0,03	5,07	0,01	4,79	-0,07	4,25	0,04	
Dotations aux amortissements et aux provisions	2,55	-	3,05	0,03	6,21	1,41	1,71	-0,73	0,78	-0,46	
Charges financières	1,43	-	2,03	0,22	1,77	0,03	1,74	-0,02	1,59	0,07	
Charges exceptionnelles	3,92	-	1,36	-0,70	2,45	1,14	0,63	-0,75	3,73	6,01	
Cessions et rétrocessions de primes	5,97	-	5,89	-0,15	9,32	0,87	11,04	0,17	7,45	-0,20	
Total	%	100	-	100	-	100	-	100	-	100	-
	Montants	1 255 232 673		1 080 812 432		1 279 823 896		1 265 895 962		1 492 292 345	

Source : Etabli par nous-même à partir des données de l'UBA-VIE

% = Proportion des charges

t_x = Taux d'accroissement annuel

Le tableau montrant l'évolution des charges, nous a permis de constater que les charges sont dominées par les sinistres et capitaux échus avec un taux moyen d'environ 39%. Ces charges sont des dépenses effectuées pour faire face aux engagements pris par UBA-VIE à l'égard des assurés ou des ayants droit.

Ensuite, viennent les provisions mathématiques avec un taux moyen de 24% représentant la valeur future des engagements de l'assureur à l'égard des assurés.

¹⁰ TFSE : Travaux Fournitures et Services Extérieurs.

PARAGRAPHE 2 : ANALYSE DES ETATS CIMA ET RATIOS SIGNIFICATIFS

A- Les Etats CIMA examinés

1- Etat C4 : montant des engagements réglementés et leur couverture

L'analyse de la couverture des engagements réglementés se fera sur la base du taux de couverture des engagements techniques par des actifs rémunérateurs (TER).

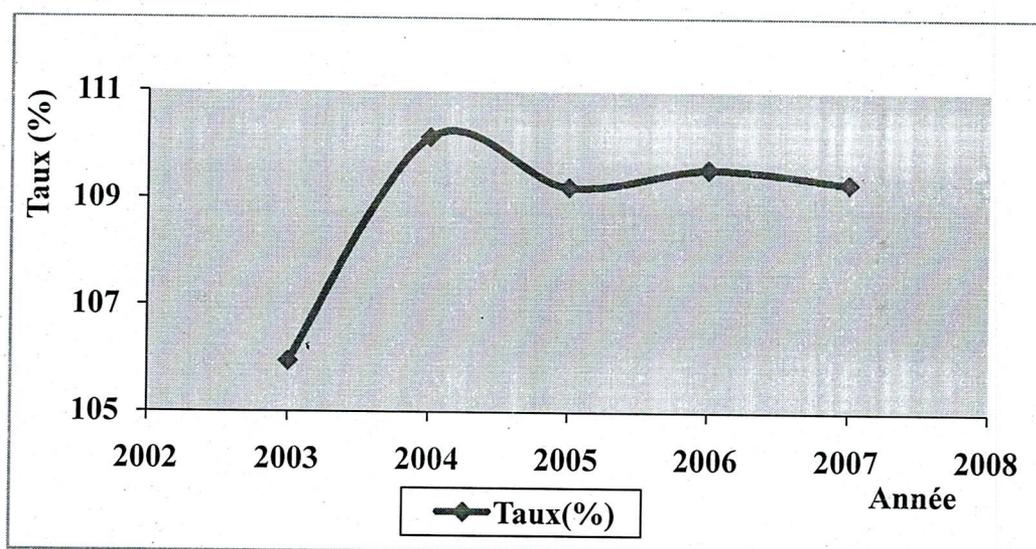
$$TER = \frac{\text{Actifs rémunérateurs}}{\text{Engagements techniques}}$$

Tableau N°12 : Couverture des engagements techniques par les actifs représentatifs

Années Grandeurs	2003	2004	2005	2006	2007
Actifs rémunérateurs ou représentatifs	4 035 001 561	4 440 193 097	4 811 608 308	5 202 819 275	5 552 015 964
Engagements techniques ou réglementés	3 808 741 894	4 031 565 857	4 405 617 111	4 749 247 221	5 107 609 929
TER (%)	105,94	110,14	109,21	109,55	109,29

Source : Etabli par nous-même à partir de l'Etat C4 de L'UBA-VIE

Graphique N°1 : Evolution du taux de couverture des engagements techniques



Nous constatons que la compagnie UBA-VIE a totalement couvert ses engagements techniques ou réglementés sur les cinq exercices. Elle a dégagé des taux de couverture supérieurs à 100%. Cependant, cette couverture est légèrement en baisse après 2004.

2- Etat C11 : marge de solvabilité

La marge de solvabilité est exigée par le législateur afin que l'assureur soit toujours en mesure d'honorer à ses engagements. La société doit justifier des ressources propres suffisantes permettant de combler une éventuelle insuffisance de provisions.

L'analyse de la marge de solvabilité sera faite à l'aide du taux de couverture de la marge de solvabilité (TMS).

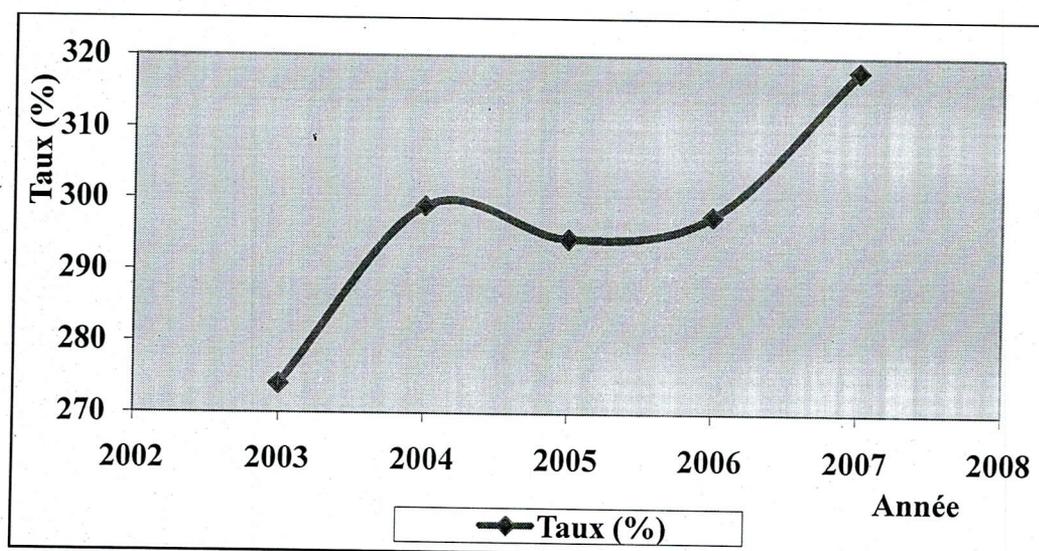
TMS

Tableau N°13 : Couverture de la marge de solvabilité

Années Grandeurs	2003	2004	2005	2006	2007
Marge disponible	468 999 288	534 372 664	561 218 684	604 825 690	718 655 657
Marge minimale	171 152 597	178 755 874	190 606 141	203 185 285	225 970 639
TMS (%)	274,02	298,94	294,44	297,67	318,03

Source : Etabli par nous-même à partir de l'Etat C11 de L'UBA-VIE

Graphique N°2 : Evolution du taux de couverture de la marge de solvabilité



L'UBA-VIE a dégagé largement des surplus de marge au cours des cinq derniers exercices. Des taux de couverture au-delà de 200% pour chaque exercice. Ces taux de couverture sont en progression constante, ce qui traduit la bonne santé financière de la compagnie.

B - Les Ratios significatifs

1- Les ratios d'analyse de l'activité

➤ ***Taux de croissance des cotisations émises ou chiffre d'affaires (T1)***

$$T1 = \frac{\text{Cotisations émises de l'année } n}{\text{Cotisations émises de l'année } n-1}$$

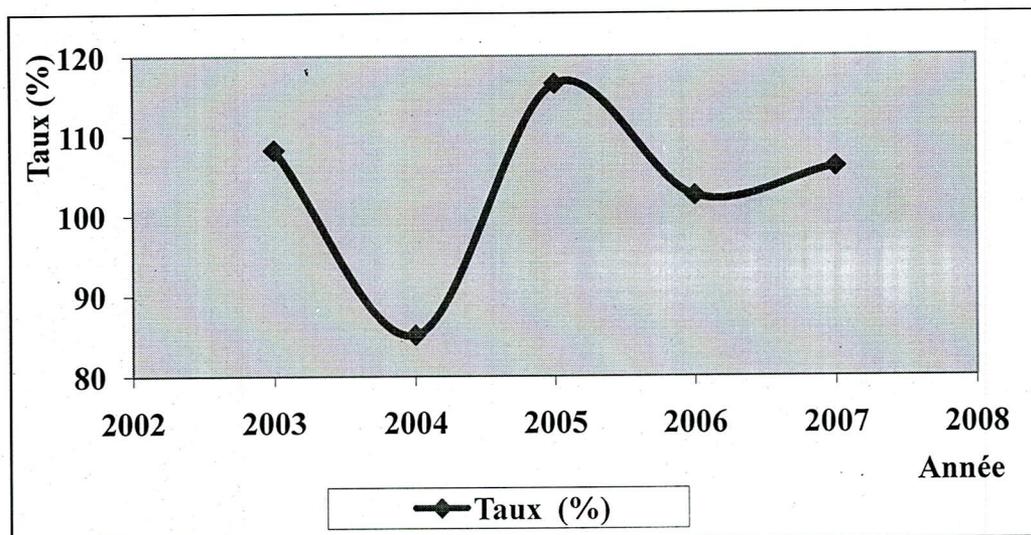
L'évolution des cotisations émises ou chiffre d'affaires de la compagnie UBA-VIE se présente dans le tableau suivant :

Tableau N°14 : Croissance du chiffre d'affaires ou des cotisations émises

Années Grandeur	2003	2004	2005	2006	2007
Cotisations émises n	1 041 133 311	886 543 315	1 032 822 370	1 058 986 741	1 123 827 374
Cotisations émises n-1	961 762 648	1 041 133 311	886 543 315	1 032 822 370	1 058 986 741
T1(%)	108,25	85,15	116,50	102,53	106,12

Source : Etabli à partir des états financiers de l'UBA-VIE

Graphique N°3 : Evolution du taux de croissance des cotisations émises



Le graphique ci-dessus montre l'évolution du chiffre d'affaires de la compagnie sur les cinq derniers exercices. Nous constatons une décroissance sensible du chiffre d'affaires de 2003 à 2004 soit de 27% (F CFA 154 589 996). Sur l'ensemble des exercices, les cotisations émises évoluent en dent de scie montrant ainsi l'absence d'une politique commerciale efficace.

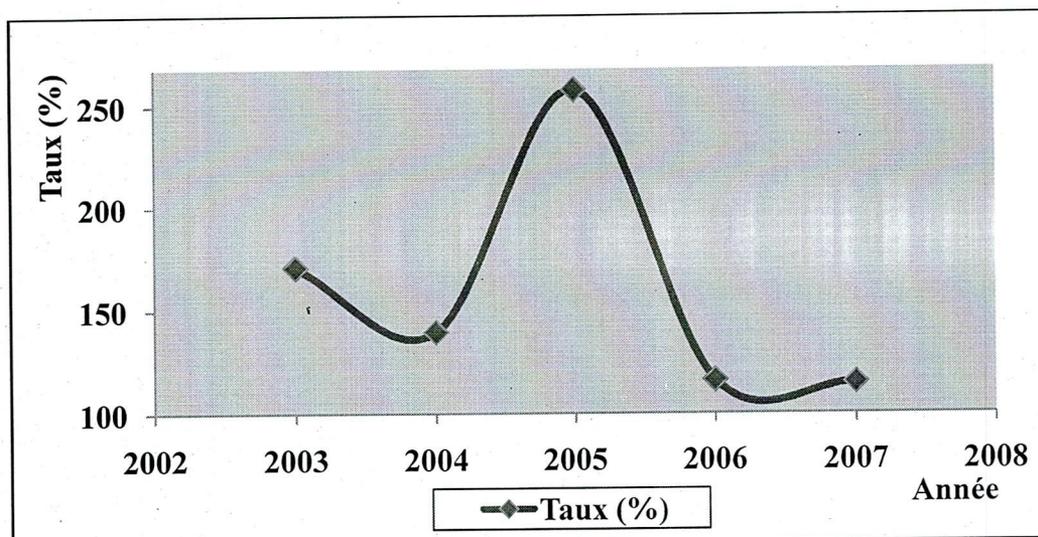
➤ *Taux de croissance de la production ou taux de croissance des affaires nouvelles (T2)*

Tableau N°15 : Croissance des affaires nouvelles

Années / Grandeurs	2003	2004	2005	2006	2007
Production n	2 751 654 657	3 841 571 845	9 901 623 505	11 491 750 540	13 203 989 950
Production n-1	1 610 499 371	2 751 654 657	3 841 571 845	9 901 623 505	11 491 750 540
T2 (%)	170,86	139,61	257,75	116,06	114,90

Source : Elaboré par nous-même à partir des données du service production UBA-VIE

Graphique N°4 : Evolution du taux de croissance des affaires nouvelles



De 2003 à 2007, la production (affaires au comptant et affaires à terme) varie inversement d'une année à une autre sans pour autant être en dessous de 100%. Cette variation de la production est corrélée à l'évolution du chiffre d'affaires observé auparavant. Il s'avère donc nécessaire de réorganiser la force de vente de la compagnie.

➤ *Taux des frais de gestion par rapport aux cotisations émises (T3)*

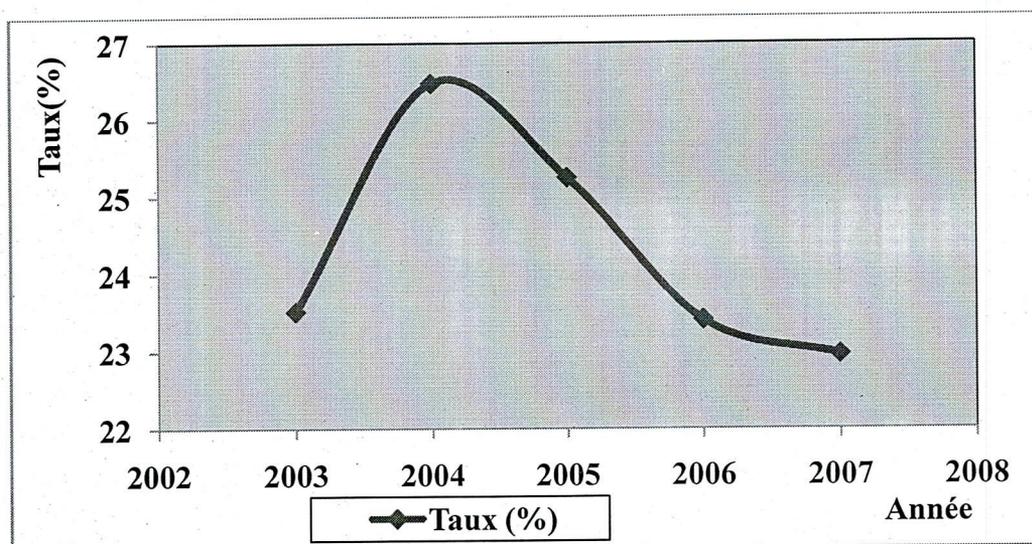
$$T3 = \frac{\text{Frais de gestion } n}{\text{Cotisations émises } n}$$

Tableau N°16 : Evolution des frais de gestion

Années Grandeurs	2003	2004	2005	2006	2007
Frais de gestion n	244 835 576	234 742 376	260 776 495	247 891 015	258 065 156
Cotisations émises n	1 041 133 311	886 543 315	1 032 822 370	1 058 986 741	1 123 827 374
T3 (%)	23,52	26,48	25,25	23,41	22,96

Source : Elaboré par nous-même à partir des états financiers de l'UBA-VIE

Graphique N°5 : Evolution du taux des frais de gestion dans les cotisations émises



A travers ce graphique, nous constatons que la part des frais de gestion est relativement stable sur les cinq années à l'exception de l'année 2004 où elle a connu une légère augmentation. Cette proportion varie autour de 24%. Cette relative maîtrise des frais de gestion s'explique par les activités «Épargne» et « Décès prévoyance » exercées par l'UBA-VIE.

➤ **Taux de rendement des actifs gérés (T4)**

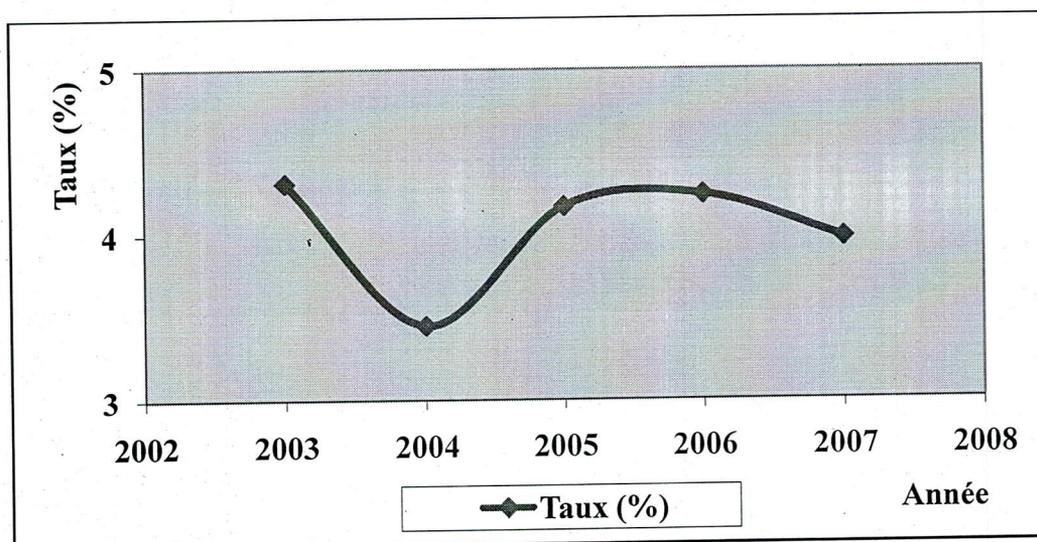
$$T4 = \frac{\text{Résultat financier}}{\text{Actif géré moyens en valeur du marché}}$$

Tableau N°17 : Rendement des actifs gérés

Années Grandeurs	2003	2004	2005	2006	2007
Résultat financier	198 284 224	167 732 354	223 194 879	245 875 062	249 619 263
Actifs gérés	4 594 347 030	4 867 918 926	5 349 777 379	5 799 356 206	6 264 795 851
T4 (%)	4,31	3,45	4,17	4,24	3,98

Source : Elaboré par nous même à partir du compte des résultats restructurés

Graphique N°6 : Taux de rendement des actifs gérés



Le taux de rendement des actifs gérés a connu une baisse de 2003 à 2004 avant d'amorcer une hausse en 2005 et 2006 pour se situer à 3,98% en 2007. A l'exception de l'année 2004 où ce taux est à 3,45% ; il est au-delà de 3,5% sur les autres années. En moyenne sur les cinq années, le taux de rendement des actifs gérés se situe autour de 4% ; ce qui est nettement supérieur au taux de rémunération de l'épargne des assurés (3,5%). Cela signifie que la société ne distribue pas aux assurés un taux supérieur à l'enrichissement qu'elle génère.

2- Les ratios de structure financière

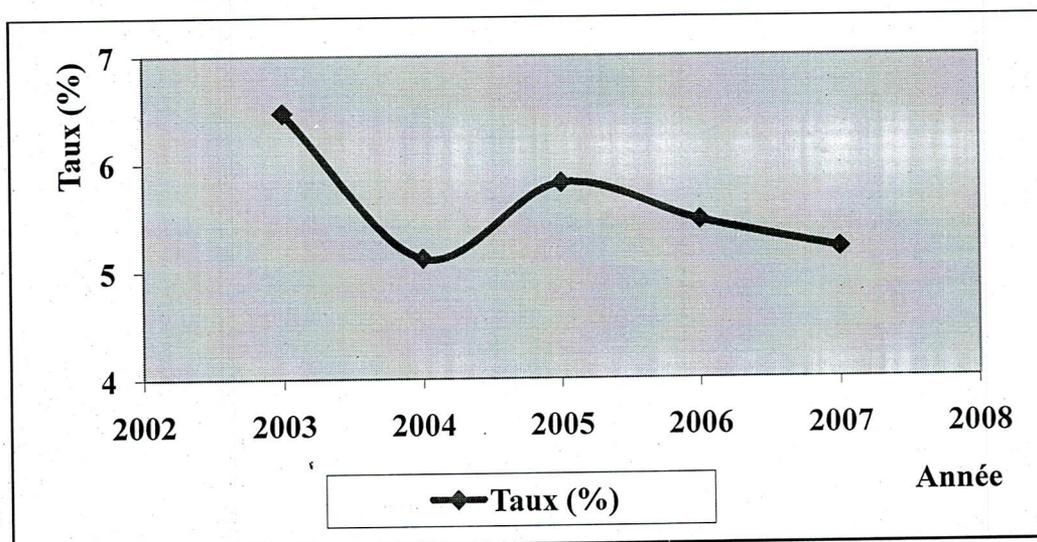
➤ Taux de rentabilité globale des placements (T5)

Tableau N°18 : Rentabilité globale des placements

Années / Grandeurs	2003	2004	2005	2006	2007
Produits des placements	216 288 892	189 704 280	223 194 879	245 875 062	249 619 263
Total des placements	3 342 210 912	3 704 298 109	3 834 121 622	4 490 631 268	4 792 699 758
T5 (%)	6,47	5,12	5,82	5,47	5,21

Source : Elaboré par nous-même à partir des données de l'UBA-VIE

Graphique N°7 : Evolution du taux de rentabilité globale des placements



Le graphique ci-dessus montre une baisse du taux de rentabilité globale des placements sur l'ensemble des cinq années malgré l'augmentation des placements d'année en année. Ces placements ne génèrent pas des intérêts dans une proportion croissante.

3- Les ratios d'analyse du résultat

➤ *Taux de rentabilité financière ou Return On Equity (ROE) (T6)*

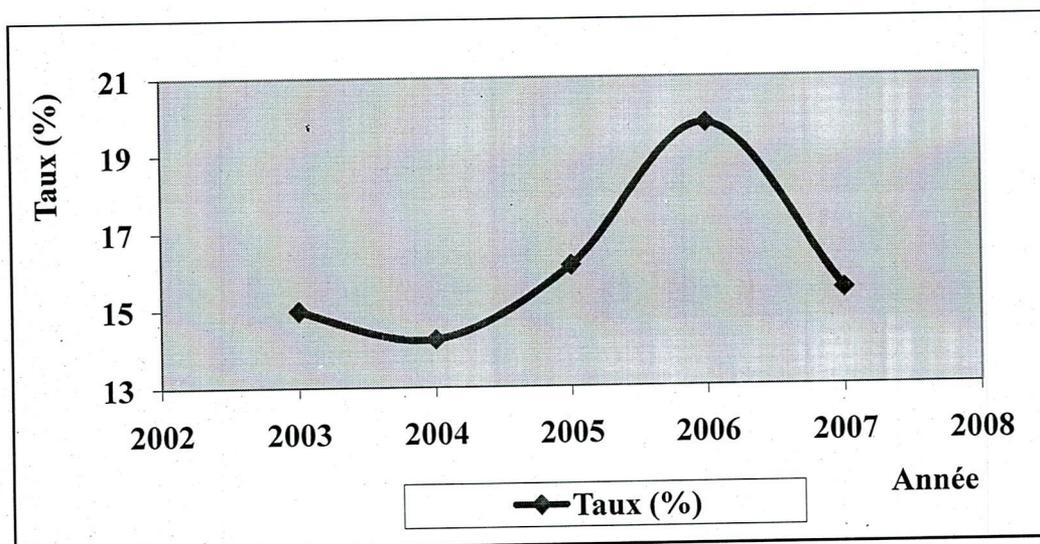
$$T_6 = \frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}}$$

Tableau N°19 : Rentabilité financière

Années Grandeurs	2003	2004	2005	2006	2007
Résultat net	88 564 218	87 033 411	105 312 955	141 471 028	111 191 599
Capitaux propres	591 762 097	610 939 908	653 681 429	714 845 690	718 655 657
T6 (%)	14,97	14,24	16,11	19,79	15,47

Source : Elaboré par nous-même à partir des états financiers de l'UBA-VIE

Graphique N°8: Taux d'évolution de la rentabilité financière



La performance financière ou rentabilité financière a connu une très légère baisse de 2003 à 2004. De 14,97% en 2003, elle est passée à 14,24% en 2004 avant de connaître une hausse relative pour se situer à 15,47% en 2007. De manière générale, la moyenne de la performance tourne autour de 16,11% ; ce qui est nettement supérieur à 10%, souvent admis.

Notons que sur les cinq années, la rentabilité financière est nettement supérieure à la rentabilité de l'épargne des assurés et également à la rentabilité des placements financiers opérés par l'UBA-VIE.

➤ **Taux de distribution (T7)**

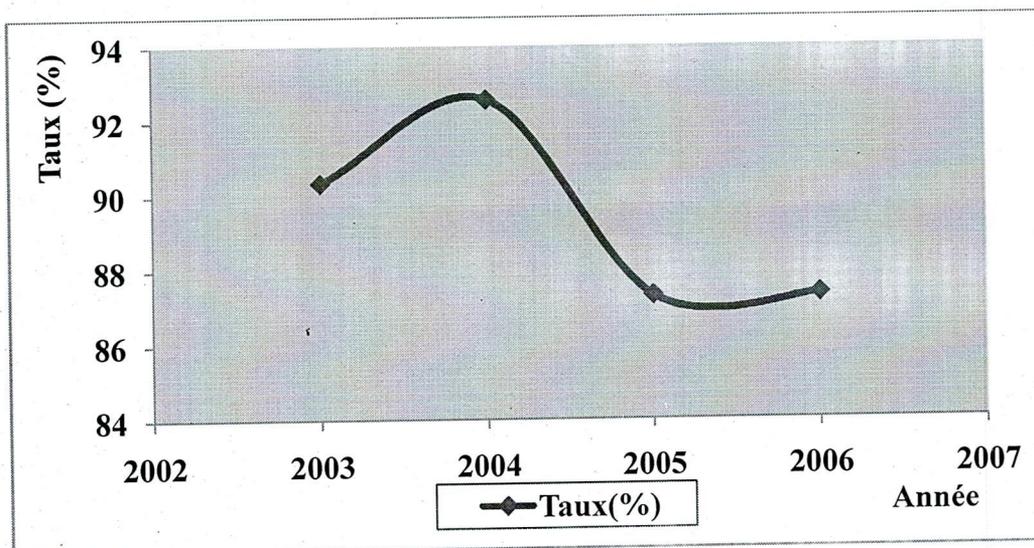
$$T7 = \text{Dividendes versés en } n+1 / \text{Résultat } n$$

Tableau N°20: Evolution du taux de distribution

Années	2003	2004	2005	2006	2007
Dividendes versés en n+1	90 000 000	82 000 000	76 000 000	92 000 000	110 000 000
Résultat n	99 613 140	88 564 218	87 033 411	105 312 955	141 471 028
T10 (%)	90,35	92,59	87,32	87,36	77,75

Source : Etats d'affectation de résultat de l'UBA-VIE

Graphique N°9 : Evolution du taux de distribution des dividendes



Nous constatons que plus de 77% du résultat est affecté aux dividendes. De 2003 à 2007, la part du résultat consacré aux dividendes est estimée en moyenne à 87%. Notons que cette part a diminué depuis l'exercice de 2004.

SECTION 2 : SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS

PARAGRAPHE 1 : SUGGESTIONS POUR UNE AMELIORATION DE LA GESTION FINANCIERE A L'UBA-VIE

Nous n'avons pas la prétention d'apporter toutes les solutions aux problèmes liés à la gestion financière de la compagnie UBA-VIE. Nous tenterons plutôt d'attirer l'attention des responsables sur quelques actions à entreprendre afin d'améliorer la gestion de la compagnie.

En ce qui concerne l'exploitation, la compagnie doit réduire ses charges de gestion et plus particulièrement ses charges d'exploitation qui ne sont pas directement liées à la satisfaction des assurés (Travaux, fournitures et services extérieurs, transport et déplacement, frais divers de gestion). Ces charges ont une forte incidence sur le résultat de l'entreprise.

Dans l'objectif de l'amélioration de la production, la compagnie doit revoir les techniques de motivation des agents commerciaux et apporteurs d'affaires à travers le taux de commissionnement, une bonne organisation des concours de production ainsi que la réalisation des défis et paris.

La compagnie UBA-VIE doit améliorer la qualité de ses prestations (accueil, délai de règlement de sinistres, formation du personnel...) afin d'apporter plus de satisfaction à la clientèle et répondre aux exigences d'un marché fortement concurrentiel.

En terme de placements, l'UBA-VIE doit chercher à les diversifier tout en intervenant davantage à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM). Elle pourrait également effectuer des placements immobiliers qui sont très rentables, d'autant plus que ce sont des produits qui se trouvent dans le marché financier de la sous région.

Par rapport à l'organisation, il est nécessaire de penser à la mise en place d'un service Audit interne et contrôle de gestion. Cette unité aura pour mission principale la maîtrise de la gestion et l'évaluation de la performance de chaque responsable hiérarchique afin de corriger les écarts pour atteindre les objectifs préalablement fixés.

PARAGRAPHE 2: AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ASSURANCE-VIE DANS LES ETATS MEMBRES DE LA CIMA

La rentabilité financière des compagnies d'assurances-vie repose essentiellement sur les placements. Il existe malheureusement des disparités économiques et fiscales dans les Etats membres de la CIMA, provoquant ainsi des faibles niveaux de produits de placements.

L'une des mesures à prendre à notre avis est de susciter une uniformisation fiscale des Etats Membres de la CIMA.

Afin de garantir la sécurité et la rentabilité des placements, nous pensons qu'il doit exister une gamme très variée d'opportunités de placements, sûrs et rentables pour assurer le recyclage dans l'économie de l'ensemble des provisions techniques générées par les opérations d'assurances.

Les dépôts à terme dans les banques, même s'ils répondent à des critères de sécurité et de liquidité, doivent être dirigés vers les marchés financiers au sein des Etats Membres de la CIMA.

Nous pensons que les mesures d'accompagnement de la CIMA pour résoudre les problèmes de placement des sociétés d'assurances sont insuffisantes. Elles doivent permettre aux compagnies d'opérer des placements sur certains marchés financiers hors CIMA remplissant les critères de sûreté, de liquidité et de rentabilité.

CONCLUSION

Au terme de notre étude consacrée à l'analyse financière de l'Union Béninoise d'Assurances-vie, nous avons pu faire ressortir certaines techniques de gestion propres aux entreprises d'assurances et les résultats issus de cette gestion sur les cinq exercices précédents.

En utilisant la méthode de la réglementation comptable imposée par le Code CIMA et les règles d'analyses financières utilisées dans les entreprises commerciales et industrielles, nous sommes arrivés à une approche de l'équilibre financier de la compagnie UBA-VIE notamment à travers sa solvabilité et sa rentabilité. Cependant, l'UBA-VIE doit chercher à améliorer la gestion de son exploitation par une augmentation des produits d'exploitation ou une réduction de ses charges qui paraissent incompressibles.

La rentabilité de la compagnie UBA-VIE dépend fortement des placements qu'elle effectue. Or, la plupart des placements opérés par la compagnie porte sur des obligations et plus particulièrement des obligations d'Etat qui sont en général sans risques.

Ne devant donc pas avoir l'aversion pour le risque, l'UBA-VIE devrait être en mesure d'orienter également ses placements dans les actions cotées. Car, la rentabilité d'une compagnie d'assurance-vie dépend également du risque qu'elle prend sans spéculation et dans le respect des critères de liquidité, de rentabilité et de sécurité.

Notre étude, sans remettre en cause la validité des résultats comporte des insuffisances. Elle n'a pas été faite en séparant les activités « Epargne », « Décès » et « Mixtes » afin de faire ressortir les difficultés liées à la gestion de chacune d'entre elles et d'y apporter des solutions correspondantes.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I- Ouvrages généraux et spécialisés

- AXA et Befec Price Waterhouse « Gestion et Analyse Financière » Editions L'Argus. 2, rue de Châteaudun-75009 Paris ; Juillet 1994. ISBN : 2-85384-259-2.
- NOBILE (D) « Le Contrôle de gestion dans une entreprise d'assurances et de réassurances » Editions Securitas. L'Argus.2, rue de Châteaudun, Paris 9^{ème}, 1976. ISBN : 2-85384-013-1.
- PAPAPA MBANGALA (A) « Eléments de gestion financière » 31, Boulevard Frère-Orban 4000 Liège 2002. ISBN : 2-930322-30-6.
- SIMONET (G) « La Comptabilité des Entreprises d'Assurance » Collection L'Argus, 5^{ème} édition 1998.
- TOSETTI (A) et al. « Assurance Comptabilité Réglementation Actuariat » 2^{ème} Edition Economica 49, rue Héricart, 75015 Paris 2002.

II- Cours, Rapports et Mémoires de Stage

- DOSSOU (D) et DJIBOM (R) « Evaluation des performances d'une société d'assurance-vie : cas de ARGG » Mémoire de Maitrise ès Sciences Economiques Juillet 2006.
- HUGONIN (B) « Comptabilité des sociétés d'assurance » Cours MST-A 8^{ème} promotion 2006-2008.
- KORA-YAROU (A) « Etude sur la structure des placements financiers des sociétés d'assurance au Bénin », Mémoire de fin de formation Master en Finance, année académique 2002-2003
- TOGBE (E) et GUENAÏ (J) « Analyse et Diagnostic financier des compagnies d'assurances-vie et de capitalisation : Cas de L'UBA-VIE » Mémoire de Maîtrise ès Sciences Economiques Décembre 2005.
- YIGBEDEK (Z) « Cours de gestion financière des sociétés d'assurance » IIA DESS-A, 18^{ème} promotion 2006-2008.

III-Textes réglementaires et législatifs

- Loi N°65-1 du 4 Mars 1965 rendant obligatoire la souscription d'Assurance par tout utilisateur d'un véhicule à moteur terrestre.
- Ordonnance N°74-85 du 30 Décembre 1974 instituant au profit de l'Etat, le monopole des opérations d'Assurances et de Réassurance
- Loi N°92-029 du 26 Août 1992 fixant les règles applicables aux organismes d'assurances et de capitalisation, aux opérations d'assurances et à la profession d'assurance.
- Loi N° 2006-24 du 28 Décembre 2006 portant loi de finances pour la gestion 2007. Code des Assurances des Etats Membres de la CIMA 4^{ème} édition, LA FANAF EDITIONS 2007.

ANNEXES

ACTIF	MONTANTS BRUTS	AMORT. ET PROV. PR. DEPRECIAT.	MONTANTS NETS
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPEMENT			
Frais d'établissement	0	0	0
Frais de développement	31 330 500	23 440 933	7 889 567
Frais d'acquisition des immeubles	52 300 000	18 305 000	33 995 000
TOTAL DES FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPEMENT	83 630 500	41 745 933	41 884 567
IMMOBILISATIONS			
Terrains	371 231 350		371 231 350
Matériels informatiques	51 182 099	41 360 581	9 821 518
Matériels de transports	41 676 817	25 820 904	15 855 913
Mobiliers de bureau	17 734 420	11 381 988	6 352 432
Matériels de bureau	19 178 090	15 665 536	3 512 554
Agencement, Aménagement et installations	9 714 659	6 639 865	3 074 794
Autres immobilisations corporelles	10 118 750	4 889 369	5 229 381
Immobilisations en cours et avances sur immobilisations	5 100 000		5 100 000
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	525 936 185	105 758 243	420 177 942
VAL, MOBILIERES ET TITRES ASSIMILES			
Emprunt AGORA	84 000 000		84 000 000
Emprunt SENELEC	250 000 000		250 000 000
Placement TERME/BFS	40 496 991		40 496 991
Emprunt obligations CI Telecom	350 000 000		350 000 000
Certificat de dépôt BOA - Bénin	10 000 000		10 000 000
Obligations BOAD	85 000 000		85 000 000
Obligations BOAD/1999-2000	33 001 271		33 001 271
Obligations CIMTOGO	10 000 003		10 000 003
Emprunt SGBS/Actibourse	50 000 000		50 000 000
Emprunt SGBC/BFSSA	10 000 000		10 000 000
Emprunt Trésor public CI/BFS	200 000 000		200 000 000
Emprunt Trésor Public Ivoirien 6,5%	150 000 000		150 000 000
Bons SOBCA/SGI	20 000 000		20 000 000
Bons SOBCA/Actibourse	30 000 000		30 000 000
Obligations/NESTLE CI	20 000 000		20 000 000
Emprunt CAA BENIN/SGI	16 670 000		16 670 000
Emprunt CAA BENIN/ACTIBOURSE	16 670 000		16 670 000
Obligation SONATEL / ACTIBOURSE	50 000 000		50 000 000
Obligation SONATEL / BFS	50 000 000		50 000 000
Obligations TOGO TELECOM 1E	50 000 000		50 000 000
Obligations TOGO TELECOM	50 000 000		50 000 000
Obligations TOGO TELECOM	50 000 000		50 000 000
Emprunt Obligataire ICS	50 000 000		50 000 000
Emprunt Obligations COSMIVOIR	50 000 000		50 000 000
Emprunt Trésor Public Burkinabè	30 000 000		30 000 000
Emprunt Trésor Public Burkinabè	50 000 000		50 000 000
Emprunt Burkina	80 000 000		80 000 000
Emprunt Trésor Public Ivoirien/Actibourse	200 000 000		200 000 000
Autres Valeurs Mobilières (Actions)	547 022 700		547 022 700
TOTAL DES VALEURS MOBILIERES ET TITRES ASSIMILES	2 632 860 965	0	2 632 860 965
PRETS ET EFFETS ASSIMILES EN REPRESENTATION DES PROVISIONS TECHNIQUES	449 966 707		449 966 707
Dépôt et cautionnement	2 896 387		2 896 387
TOTAL DES VALEURS IMMOBILISEES NETTES	3 695 290 744	147 504 176	3 547 786 568
PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES			
Primes	143 806 198		143 806 198
Sinistres	13 097 970		13 097 970
TOTAL DE LA PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES	156 904 168		156 904 168
VALEURS REALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES			
Compte courant des cessionnaires et retrocession.débiteurs	9 669 659		9 669 659
Créances sur les assurés et les agents	96 288 624		96 288 624
Personnel			0
Etat			0
C/C UGAN	550 000		550 000
Compte courant Béninvest	9 588 042		9 588 042
C/C Direction AXA Afrique			0
C/C AXA vie	510 650		510 650
Débiteurs divers	11 838 515		11 838 515
Autres Créances			0
Compte de régularisation	123 891 272		123 891 272
Chèques et coupons à encaisser	1 000 000		1 000 000
Banque	671 667 111		671 667 111
Caisse	6 536 988		6 536 988
TOTAL DES VALEURS REALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES	931 540 861		931 540 861
TOTAL			4 636 231 597

PASSIF	MONTANTS NETS
CAPITAL SOCIAL OU FONDS D'ETABLISSEMENT	
CAPITAL SOCIAL	500 000 000
Reserves légales	30 762 809
Réserves libres	10 000 000
Report à nouveau	4 319 637
Total capitaux propres et réserves	<u>545 082 446</u>
Total provisions pour pertes et charges	
Diverses dettes à long et à moyen terme	
PROVISIONS TECHNIQUES	<u>3 796 471 386</u>
Primes	3 585 849 512
Sinistres	210 621 874
DETTES A COURT TERME	
Compte courant des cessionnaires et retro- cessionnaires créditeurs	80 592 380
Compte des agents et assurés créditeurs	59 881 903
Personnel	
Etat	8 099 009
Compte courant SUNU FINANCES HOLDING	0
Compte courant UAT	0
Créditeurs Divers	6 281 110
Actionnaires	8 801 998
Cnss	4 171 499
Compte de Régularisation	38 285 648
TOTAL DES DETTES A COURT TERME	<u>206 113 547</u>
Résultat de l'exercice (Bénéfice)	88 564 218
TOTAL	4 636 231 597

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE

MOISDE DECEMBRE 2003

		D E B I T				C R E D I T			
POSTES	Opérations Brutes	Cessions & Retrocessions	Opérations Nettes	POSTES	Opérations Brutes	Cessions & Retrocessions	Opérations Nettes		
Sinistres & Capitaux échus	482 825 684	3 418 642	479 407 042	PRIMES	1 041 133 311	74 953 609	966 179 702		
*Sinistres survenus	50 963 315	3 418 642	47 544 673						
*Capitaux échus	57 234 715	-	57 234 715	*Emissions nettes d'annulations et de taxes					
*Arrérages échus	2 640 939	-	2 640 939	Produits des Placements	1 041 133 311	74 953 609	966 179 702		
*Rachats	362 708 563	-	362 708 563						
Participations aux excédents	9 278 152	-	9 278 152						
TOTAL Sinistres Capitaux échus & Partions aux excdents	482 825 684	3 418 642	479 407 042	*Produits financiers : *Sur titres			216 288 892		
Provisions mathématiques	320 884 072	27 372 359	293 511 713	*Sur Immeubles			-		
*Provisions mathématiques à la clôture	3 585 849 512	162 945 414	3 422 904 098	*Autres Frais			-		
A DEDUIRE				Autres Produits					
*Provisions mathématiques à l'ouverture	3 189 965 440	135 573 055	3 054 392 385						
Participations aux excédents des anté incorporés	75 000 000		75 000 000	* Subventions d'Exploitation			-		
TOTAL Provisions mathématiques & Partions aux excdents	320 884 072	27 372 359	293 511 713	*Produits Accessoires			33 694 745		
Charges de commissions	64 544 291								
Frais de personnel	72 754 397								
Impôt et taxes	24 380 843								
Travaux ,Fournitures et Service extérieurs	75 858 140								
Transport et déplacements	1 609 438								
Frais divers de gestion	44 848 473								
Dotations aux amortissements et aux provisions	32 000 594								
Autres charges de l'exercice	251 451 885								
Commissions et autres charges nettes	315 996 176	3 419 471	312 576 705						
Charges de placements									
*Frais Financiers			18 004 668						
Solde Crédeur			112 663 211						
TOTAL			1 216 163 339	TOTAL			1 216 163 339		

UNION BENINOISE D'ASSURANCE VIE
UBA VIE

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31/12/2003

DEBIT		CREDIT	
Pertes d'Exploitation d'Exercice	-	Bénéfice d'Exploitation de l'Exercice	119 279 520
Pertes sur Exercice Antérieur	34 598 703	Profit sur Exercice Antérieur	-
Pertes / Rappel d'Impôt	-	Profits Exceptionnels	17 095 558
Pertes Exceptionnelles	-	Reprise sur Provision antérieur	-
Dotations Provision pour Dépréciation	-	Reprise sur Acceptation	1 373 913
Reprise sur Cession	9 755 175	Reprise sur Provision pour Dépréciation	-
Impôt sur les Bénéfices	4 830 895		
Bénéfice Net Total (Créditeur)	88 564 218		
TOTAL	137 748 991	TOTAL	137 748 991

UNION BENINOISE D'ASSURANCES VIE
UBA VIE SA

PAYS : Bénin

ETAT C4

MONTANT DES ENGAGEMENTS
REGLEMENTES ET LEUR COUVERTURE

Société : UBA-Vie

Exercice : 2003

Monnaie : FCFA

MONTANT DES ENGAGEMENTS REGLEMENTES

1-Provisions pour risques en cours	-
2-Provisions pour sinistres à payer	210 621 874
3-Provisions mathématiques	3 585 849 512
4-Autres provisions techniques	-
5-Autres engagements réglementaires	12 270 508

TOTAL DES ENGAGEMENTS REGLEMENTES 3 808 741 894

ACTIFS REPRESENTATIFS	N° Article	Prix d'achat ou de revient	Valeur de réalisation	Valeur de Couverture	TX Couv. en %
Obligations et autres valeurs d'Etat	335 - 11-a)	743 340 000	743 340 000	743 340 000	100,00
Obligations des organisations internationaux	335 - 11-b)	118 001 271	118 001 271	118 001 271	100,00
Obligations des institutions financières	335 - 11-c)	204 000 000	204 000 000	204 000 000	100,00
Autres obligations	335 - 12-a)	-	-	-	-
Autres titres (Placement à terme BFS)	336 - 12-a)	40 496 991	40 496 991	40 496 991	100,00
Actions cotées	335 - 12-b)	200 482 700	200 482 700	215 601 300	107,54
Actions des entreprises d'assurances	335 - 12-c)	-	-	-	-
Actions et obligations des sociétés commerciales	335 - 12-d)	1 326 540 003	1 326 540 003	1 326 540 000	100,00
Actions des sociétés d'investissement	335 - 12-e)	-	-	-	-
Droits réels immobiliers	335 - 13	371 231 350	371 231 350	371 231 350	100,00
Prêts garantis	335 - 14	-	-	-	-
Prêts hypothécaires	335 - 15-a)	-	-	-	-
Autres prêts	335 - 15-b)	-	-	-	-
Dépôts en banque et espèces	335 - 16	679 204 099	679 204 099	565 823 942	83,31
Sous-total-Ensembles des valeurs mobilières et immobilières assimilés		3 683 296 414	3 683 296 414	3 585 034 854	97,33
Avances sur contrats des sociétés Vie	335 - 2	449 966 707	449 966 707	449 966 707	100,00
Primes ou cotisation de 3 mois sociétés Vie	335 - 2				
Primes ou cotisation d'1 an sociétés accident	335 - 3				
Primes ou cotisation impayées branche transport	335 - 5				
Créances / les réassurances branche transport	335 - 5				
Créances espèces sur les cédants	335 - 6				
Sous-total-Ensemble des autres actifs admis en représentation		449 966 707	449 966 707	449 966 707	100
Total des actifs admis en représentation		4 133 263 121	4 133 263 121	4 035 001 561	105,94
Taux de couverture engagements techniques					105,94
Sur couverture					5,94

CALCUL DE LA MARGE DE SOLVABILITE

ELEMENTS CONSTITUTIFS	CALCUL REGLEMENTAIRE	
1 - CAPITAL SOCIAL VERSE OU FONDS D'ETABLISSEMENT CONSTITUE	500 000 000	ARTICLE 337-3
2 - LA 1/2 DE LA FRACTION NON VERSEE DU CAPITAL OU DE LA PART RESTANT A REMBOURSER DU FDS D'ETABLISSEMENT	-	a - PROVIS.MATHEMAT.NETTES DE REASSURANCE 3 422 904 098
3 - EMPRUNT POUR FDS SOCIAL COMPLEMENT	-	b - PROVIS. MATHEMAT.BRUTES DE REASSURANCE 3 585 849 512
4 - RESERVES REGLEMENTAIRES OU LIBRES	8 856 422	c - TAUX DE CONSERVAT. PROVIS. MATHEMAT. (a/bx100) N-B (ce taux ne peut être inférieur à 85 %) 95,46%
5 - BENEFICES REPORTES	2 027 433	d - MONTANT PROVIS. MATHEMAT. RETENU (b x 5 %) 179 292 476
6 - PLUS-VALUES SUR ELEMENTS D'ACTIF ET SURESTIMATION D'ELEMENTS DU PASSIF	510 883 855	e - MARGE MINIMALE (d x c) 171 152 597
7 - TOTAL (1+2+3+4+5+6)		
A DEDUIRE :		
8 - PERTES REPORTES ET DE L'EXERCICE		
9 - AMORTISSEMENT RESTANT A REALISER :		
9-1- SUR FRAIS D'ETABLISSEMENT	7 889 567	
9-2- SUR COMMISSIONS EN VIE	0	
9-3- SUR IMMOB. INCORPORELLES	33 995 000	
10 - TOTAL (8+9)	41 884 567	
11 - MARGE DISPONIBLE (7 - 10)	468 999 288	
12 - DEFICIT DE LA MARGE (e - 11)	-	m - SURPLUS (11 - e)
		297 846 691

ACTIF	MONTANTS BRUTS	AMORT. ET PROV. PR. DEPRECIAT.	MONTANTS NETS / 04	MONTANTS NETS / 03
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPEMENT				
Frais d'établissement	39 191 945	39 191 945	0	0
Frais de développement	31 330 500	27 125 333	4 205 167	7 889 567
Frais d'acquisition des immeubles	52 300 000	28 765 000	23 535 000	33 995 000
TOTAL DES FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPEMENT	122 822 445	95 082 278	27 740 167	41 884 567
IMMOBILISATIONS				
Terrains	371 231 350		371 231 350	371 231 350
Droits réels immobiliers	320 040 000		320 040 000	
Matériels informatiques	54 012 099	45 528 968	8 483 131	9 821 518
Matériels de transports	35 633 745	28 517 518	7 116 227	15 855 913
Mobiliers de bureau	19 694 420	12 968 763	6 725 657	6 352 432
Matériels de bureau	22 998 090	16 688 461	6 309 629	3 512 554
Agencement, Aménagement et installations	9 714 659	7 421 332	2 293 327	3 074 794
Autres immobilisations corporelles	10 118 750	5 777 493	4 341 257	5 229 381
Immobilisations incorporées	632 493	63 249	569 244	
Immobilisations en cours et avances sur immobilisations	6 240 000		6 240 000	5 100 000
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	850 315 606	116 965 784	733 349 822	420 177 942
VAL, MOBILIERES ET TITRES ASSIMILES				
Emprunt AGORA	84 000 000		84 000 000	84 000 000
Emprunt SENELEC	218 750 000		218 750 000	250 000 000
Placement TERME/BFS	121 337 176		121 337 176	40 496 991
Emprunt obligations CI Telecom	350 000 000		350 000 000	350 000 000
Certificat de dépôt BOA - Bénin			0	10 000 000
Obligations BOAD	70 000 000		70 000 000	85 000 000
Obligations BOAD/1999-2000	24 500 000		24 500 000	33 001 271
Obligations CIMTOGO			0	10 000 003
Emprunt SGBS/Actibourse	50 000 000		50 000 000	50 000 000
Emprunt SGBC/BFSSA			0	10 000 000
Emprunt Trésor public CI/BFS	200 000 000		200 000 000	200 000 000
Emprunt Trésor Public Ivoirien 6,5%	150 000 000		150 000 000	150 000 000
Bons SOBCA/SGI			0	20 000 000
Bons SOBCA/Actibourse			0	30 000 000
Obligations/NESTLE CI			0	20 000 000
Emprunt CAA BENIN/SGI	8 330 000		8 330 000	16 670 000
Emprunt CAA BENIN/ACTIBOURSE	8 336 667		8 336 667	16 670 000
Obligation SONATEL / ACTIBOURSE	50 000 000		50 000 000	50 000 000
Obligation SONATEL / BFS	50 000 000		50 000 000	50 000 000
Obligations TOGO TELECOM 1E	33 333 333		33 333 333	50 000 000
Obligations TOGO TELECOM	33 333 334		33 333 334	50 000 000
Obligations TOGO TELECOM	33 333 333		33 333 333	50 000 000
Emprunt Obligataire ICS	50 000 000		50 000 000	50 000 000
Emprunt Obligataire ICS 2	150 000 000		150 000 000	
Emprunt Obligations COSMIVOIR			0	50 000 000
Emprunt Trésor Public Burkinabè	30 000 000		30 000 000	30 000 000
Emprunt Trésor Public Burkinabè	50 000 000		50 000 000	50 000 000
Emprunt Burkina	80 000 000		80 000 000	80 000 000
Emprunt PORT AUTONOME DE DAKAR	100 000 000		100 000 000	
Emprunt Trésor Public Ivoirien/Actibourse	200 000 000		200 000 000	200 000 000
Autres Valeurs Mobilières (Actions)	431 378 700		431 378 700	547 022 700
TOTAL DES VALEURS MOBILIERES ET TITRES ASSIMILES	2 576 632 543	0	2 576 632 543	2 632 860 965
PRETS ET EFFETS ASSIMILES EN REPRESENTATION DES PROVISIONS TECHNIQUES	528 282 105		528 282 105	449 966 707
Dépôt et cautionnement	2 896 387		2 896 387	2 896 387
TOTAL DES VALEURS IMMOBILISEES NETTES	4 080 949 086	212 048 062	3 868 901 024	3 547 786 568
PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES				
Primes	167 311 213		167 311 213	143 806 198
Sinistres	19 555 294		19 555 294	13 097 970
TOTAL DE LA PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES	186 866 507		186 866 507	156 904 168
VALEURS REALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES				
Compte courant des cessionnaires et retrocession.débiteurs	16 010 125		16 010 125	9 669 659
Créances sur les assurés et les agents	97 012 163		97 012 163	96 288 624
Personnel	14 640		14 640	0
Etat	27 114 618		27 114 618	0
C/C UGAN	733 358		733 358	550 000
Compte courant Béninvest			0	9 588 042
C/C Direction AXA Afrique			0	0
C/C AXA vie	510 650		510 650	510 650
Débiteurs divers	14 803 648		14 803 648	11 838 515
Autres Créances	1 540 000	1 540 000	0	0
Compte de régularisation	84 756 210		84 756 210	123 891 272
Chèques et coupons à encaisser			0	1 000 000
Banque	591 882 825		591 882 825	671 667 111
Caisse	7 053 325		7 053 325	6 536 988
TOTAL DES VALEURS REALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES	841 431 562		839 891 562	931 540 861
TOTAL			4 895 659 093	4 636 231 597

UNION BENINOISE D'ASSURANCES VIE
UBA VIE SA

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE

MOIS..... DE DEC 2004

D E B I T		C R E D I T			
POSTES	Opérations Brutes	Cessions & Retrocessions	Opérations Nettes	Opérations Brutes	Opérations Nettes
Sinistres & Capitaux échus	519 121 686	7 311 327	511 810 359	886 543 315	822 853 132
*Sinistres survenus	69 826 130	7 311 327	62 514 803		
*Capitaux échus	124 062 004	-	124 062 004		
*Arrrages échus	1 626 483	-	1 626 483		
*Rachats	323 607 069	-	323 607 069		
Participations aux excédents	-	-	-		
TOTAL Sinistres Capitaux échus & Partions aux excdents	519 121 686	7 311 327	511 810 359		
Provisions mathématiques	175 452 394	23 505 015	151 947 379		
*Provisions mathématiques à la clôture	3 761 301 906	186 450 429	3 574 851 477		
A DEDUIRE					
*Provisions mathématiques à l'ouverture	3 510 849 512	162 945 414	3 347 904 098		
Participations aux excédents des anté incorporés	75 000 000	-	75 000 000		
TOTAL Provisions mathématiques & Partions aux excdents	175 452 394	23 505 015	151 947 379		
Charges de commissions	36 022 792				
Frais de personnel (1)	64 445 633				
Impôt et taxes	20 941 385				
Travaux ,Fournitures et Service extérieurs	74 195 317				
Transport et déplacements	969 600				
Frais divers de gestion	41 255 428				
Dotations aux amortissements et aux provisions	32 935 013				
Autres charges de l'exercice	234 742 376				
Commissions et autres charges nettes	270 765 168	3 595 923	267 169 245		
Charges de placements					
*Frais Financiers			21 971 926		
Solde Crédeiteur			93 325 614		
TOTAL			1 046 224 523	TOTAL	1 046 224 523

(1) dont congés au titre 2004 : 4 272 554

COMPTÉ DE PERTES ET PROFITS AU 31/12/2004

EXERCICE 2004

DEBIT		CREDIT	
Pertes d'Exploitation d'Exercice	-	Bénéfice d'Exploitation de l'Exercice	93 325 614
Pertes sur Exercice Antérieur (Prime d'intéressement et provision pour congés)	-	Profit sur Exercice Antérieur	6 500 476
Pertes / Rappel d'Impôt	-	Profits Exceptionnels	1 861 950
Pertes Exceptionnelles	-	Reprise sur Provision antérieure	-
Dotations Provision hors exploitation	10 540 364	Reprise sur Acceptation	-
Reprise sur Cession	-	Reprise sur Provision pour Dépréciation	-
Impôt sur les Bénéfices	4 114 265		
Bénéfice Net (Créditeur)	87 033 411		
TOTAL	101 688 040	TOTAL	101 688 040

**UNION BENINOISE D'ASSURANCES VIE
UBA VIE SA**

PAYS : Bénin

ETAT C4

MONTANT DES ENGAGEMENTS
REGLEMENTES ET LEUR COUVERTURE

Société : UBA-Vie

Exercice : 2004

Monnaie : FCFA

MONTANT DES ENGAGEMENTS REGLEMENTES

1-Provisions pour risques en cours	-
2-Provisions pour sinistres à payer	263 054 411
3-Provisions mathématiques	3 761 301 906
4-Autres provisions techniques	-
5-Autres engagements réglementaires	7 209 540

TOTAL DES ENGAGEMENTS REGLEMENTES 4 031 565 857

ACTIFS REPRESENTATIFS	N° Article	Prix d'achat ou de revient	Valeur de réalisation	Valeur de Couverture	TX Couv. en %
Obligations et autres valeurs d'Etat	335 - 11-a)	726 666 667	726 666 667	726 550 490	99,98
Obligations des organisations internationaux	335 - 11-b)	94 500 000	94 500 000	94 535 000	100,04
Obligations des institutions financières	335 - 11-c)	134 000 000	134 000 000	134 000 000	100,00
Autres obligations	335 - 12-a)	-	-	-	-
Autres titres (Placement à terme BFS)	336 - 12-a)	121 337 176	121 337 176	121 337 176	100,00
Actions côtées	335 - 12-b)	204 878 700	204 878 700	268 350 760	130,98
Actions des entreprises d'assurances	335 - 12-c)	-	-	-	-
Actions et obligations des sociétés commerciales	335 - 12-d)	1 295 250 000	1 295 250 000	1 295 253 333	100,00
Actions des sociétés d'investissement	335 - 12-e)	-	-	-	-
Droits réels immobiliers	335 - 13	691 271 350	691 271 350	691 271 350	100,00
Prêts garantis	335 - 14	-	-	-	-
Prêts hypothécaires	335 - 15-a)	-	-	-	-
Autres prêts	335 - 15-b)	-	-	-	-
Dépôts en banque et espèces	335 - 16	598 936 150	598 936 150	580 612 883	96,94
Sous-total-Ensembles des valeurs mobilières et immobilières assimilés		3 866 840 043	3 866 840 043	3 911 910 992	101,17
Avances sur contrats des sociétés Vie	335 - 2	528 282 105	528 282 105	528 282 105	100,00
Primes ou cotisation de 3 mois sociétés Vie	335 - 2				
Primes ou cotisation d'1 an sociétés accident	335 - 3				
Primes ou cotisation impayées branche transport	335 - 5				
Créances / les réassurances branche transport	335 - 5				
Créances espèces sur les cédants	335 - 6				
Sous-total-Ensemble des autres actifs admis en représentation		528 282 105	528 282 105	528 282 105	100
IMMEUBLE UBA VIE					
Total des actifs admis en représentation		4 395 122 148	4 395 122 148	4 440 193 097	110,14
Taux de couverture engagements techniques					110,14
Sur couverture					10,14

CALCUL DE LA MARGE DE SOLVABILITE

ELEMENTS CONSTITUTIFS		CALCUL REGLEMENTAIRE
1 - CAPITAL SOCIAL VERSE OU FONDS D'ETABLISSEMENT CONSTITUE	500 000 000	ARTICLE 337-3
2 - LA 1/2 DE LA FRACTION NON VERSEE DU CAPITAL OU DE LA PART RESTANT A REMBOURSER DU FDS D'ETABLISSEMENT	-	a - PROVIS.MATHEMAT.NETTES DE REASSURANCE 3 574 851 477
3 - EMPRUNT POUR FDS SOCIAL COMPLEMENT	-	b - PROVIS. MATHEMAT.BRUTES DE REASSURANCE 3 761 301 906
4 - RESERVES REGLEMENTAIRES OU LIBRES	60 324 573	c - TAUX DE CONSERVAT.PROVIS.MATHEMAT.(a/bx100) N-B (ce taux ne peut être inférieur à 85 %) 95,05%
5 - BENEFICES REPORTEES	2 357 502	d - MONTANT PROVIS.MATHEMAT.RETENU (b x 5 %) 188 065 095
6 - PLUS-VALUES SUR ELEMENTS D'ACTIF ET SURESTIMATION D'ELEMENTS DU PASSIF	-	e - MARGE MINIMALE (d x c) 178 755 874
7 - TOTAL (1+2+3+4+5+6)	562 682 075	
A DEDUIRE :		
8 - PERTES REPORTEES ET DE L'EXERCICE	-	
9 - AMORTISSEMENT RESTANT A REALISER :		
9-1- SUR FRAIS D'ETABLISSEMENT	-	
9-2- SUR COMMISSIONS EN VIE	-	
9-3- SUR IMMOB. INCORPOREELLES	28 309 411	
10 - TOTAL (8+9)	28 309 411	
11 - MARGE DISPONIBLE (7 - 10)	534 372 664	
12 - DEFICIT DE LA MARGE (e - 11)	-	m - SURPLUS (11 - e) 355 616 790

Société :
Pays : BENIN

Exercice : 2 005

ACTIF - COMPTE 89 - BILAN - VIE

ACTIF

	Montant brut	Amortissement et provisions pour dépréciation	Montant net
20. Frais d'établissement et de développement dans l'Etat membre :			
Frais d'établissement (200 à 203, 205 et 206)	39 191 945	39 191 945	0
Frais d'acquisition des immobilisations (204 et 209)	83 630 500	69 290 890	14 331 601
Total des frais d'établissement dans l'Etat membre	122 822 445	108 490 844	14 331 601
21 et 22. Immobilisations dans l'Etat membre :			
Immuebles (210, 212, 213, 2190, 2192 et 2193)	691 271 350	0	691 271 350
Matériel, mobilier, installation (214, 215 et 216)	159 870 763	133 305 118	26 565 645
Immobilisations incorporelles (218 et 2198)	632 493	189 748	442 745
Immobilisations en cours (22)	7 703 500	0	7 703 500
23 à 27. Autres valeurs immobilisées dans l'Etat membre :			
Valeurs mobilières admises en représentation des provisions techniques (autres que les titres de participation) (23)	2 552 199 506	0	2 552 199 506
Prêts et effets assimilés admis en représentation des provisions techniques (24)	672 991 951	0	672 991 951
Titres de participation (25)	0	0	0
Dépôts et cautionnements (26)	2 896 387	0	2 896 387
28. Valeurs immobilisées à l'étranger			
A déduire : versements à effectuer sur titres non libérés (4611 à 4618)	0	xxxxxxx	0
Provision pour dépréciation des immobilisations et titres (192 et 197)	0	xxxxxxx	0
Total des valeurs immobilisées nettes	4 087 565 950	133 494 866	3 954 071 084
39. Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques :			
Primes (391, 3920, 3940, 3960, 39810, 39820, 39840, 39850)	214 935 011	0	214 935 011
Sinistres (3915, 3925, 3935, 3945, 39815, 39825, 39845, 39855)	36 613 265	0	36 613 265
Total de la part des cessionnaires dans les provisions techniques	251 548 276	0	251 548 276
4 et 5. Valeurs réalisables à court terme ou disponibles :			
Comptes courants des cessionnaires ou rétrocessionnaires débiteurs (4000)	0	0	0
Comptes courants des cédants et rétrocedants débiteurs (4040)	25 646 220	0	25 646 220
Comptes courants des coassureurs débiteurs (4080)	0	0	0
Créances sur les assurés et les agents (41)	146 164 136	5 247 110	140 917 026
Personnel (42)	0	0	0
Etat (43)	21 355 512	0	21 355 512
Actionnaires (44)	0	0	0
Filiales (45)	12 343 678	0	12 343 678
Débiteurs divers (46)	7 866 389	0	7 866 389
Comptes de régularisation (48)	66 311 360	0	66 311 360
Comptes d'attente et à régulariser (49)	0	0	0
Prêts non admis en représentation des provisions techniques (51)	0	0	0
Effets à recevoir (53)	0	0	0
Chèques et coupons à encaisser (54)	0	0	0
Titres de placements divers (55 et moins 105)	0	0	0
Banques et chèques postaux (56)	0	0	0
Caisse (57)	867 127 878	0	867 127 878
Total des comptes de tiers et des comptes financiers	2 589 956	0	2 589 956
17. Comptes avec le siège social (créances)	1 149 405 129	5 247 110	1 144 158 019
87. Résultats (pertes de l'exercice)			0
TOTAL GENERAL			0
06. Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires			5 364 100 980
08. Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution			0
09. Autres valeurs détenues par l'entreprise			0

Société :
Pays : BENIN

Exercice : 2 005

PASSIF - COMPTE 89 - BILAN - *VIE*

PASSIF		
10. Capital social ou fonds d'établissement :		
Capital social (100)		500 000 000
Capital appelé (1000)		xxxxxx
Capital non appelé (1001)	500 000 000	xxxxxx
Fonds d'établissement (101)	0	0
Fonds constitué (1010)		xxxxxx
Part restant à rembourser de l'emprunt (1016)	0	xxxxxx
Fonds social complémentaire (102)	0	xxxxxx
11. Réserves :		
Primes d'émission (110)		0
Réserves statutaires (112)		0
Réserves des plus-values nettes à long terme (113)		60 322 573
Réserves provenant de subventions d'équipement (114)		0
Réserves pour plus-values réinvesties, à réinvestir et divers (115)		0
Réserves de renouvellement des immobilisations (116)		0
Réserves spéciales de réévaluation (118)		0
Réserves pour cautionnements (119)		0
13. Réserves réglementées :		
Réserve pour remboursement de l'emprunt pour fonds d'établissement (130)		0
Réserve pour fluctuations de changes (134)		0
12. Report à nouveau		
Total des capitaux propres et réserves		2 357 502
14. Subventions d'équipement reçues		562 680 075
15. Provisions pour pertes et charges:		
Autres provisions pour pertes et charges (15)		0
16. et 18. Dettes à long et moyen terme :		
Emprunts et autres dettes à plus d'un an (16)		1 577 598
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires et rétrocessionnaires (18)		0
Total des subventions, provisions pour pertes et charges et dettes à long et moyen terme		0
31. à 38. Provisions techniques :		
Primes (310, 320, 340, 350, 3810, 3820, 3840, 3850)		4 068 769 942
Sinistres (315, 3250 à 3258, 345, 355, 3815, 3825, 3845, 3855)		313 897 145
Moins : prévisions de recours à encaisser (3259)		0
Total des provisions techniques		xxxxxx
4. et 5. Dettes à court terme :		
Comptes courants des cessionnaires et rétrocessionnaires créditeurs (4001)		4 382 667 087
Comptes courants des cédants et rétrocedants créditeurs (4041)		0
Comptes courants des coassureurs créditeurs (4081)		195 489 896
Comptes des assurés et agents créditeurs (41)		0
Personnel (42)		54 827 099
Etat (43)		416 485
Actionnaires (44)		18 529 065
Filiales (45)		2 424 218
Créditeurs divers (4600, 4601, 4603, 4604, 462 à 468)		0
Comptes de régularisation (47)		20 257 266
Comptes d'attente et à régulariser		19 927 236
Emprunt à moins d'un an (50)		0
Effets à payer (52)		0
Total des dettes à court terme		0
17. Compte avec le siège social (dettes)		311 871 265
87. Résultats (excédent avant affectation)		0
TOTAL GENERAL		105 312 955
06. Engagements de restitution des valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires		5 364 108 900
07. Engagements de restitution de valeurs détenues appartenant à des institutions de prévoyance		0
08. Engagements de restitution des valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution		0
09. Engagements de restitution des autres valeurs détenues appartenant à des tiers		0

CREDIT - COMPTE 80 - VIE ET CAPITALISATION

Société: BENIN
Pays: BENIN

Exercice:

2005

	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Primes et accessoires (nets d'annulations).....	1 032 822 370	119 264 727	913 557 643
Produits des placements:			
Produits financiers sur titres.....	178 414 918		xxx
Produits financiers sur immeubles de placements.....	24 800 000		xxx
Produits financiers sur autres produits.....	19 979 961		xxx
Ajustement des valeurs affectées aux assurances à capital variable.....	0		xxx
Total produits de placement	xxx		223 194 879
Autres produits:			
Subventions d'exploitation.....	0		xxx
Produits accessoires.....	15 545 002		xxx
Total autres produits	xxx		15 545 002
Travaux faits par l'entreprise pour elle-même :			
Charges non imputables à l'exploitation de l'exercice.....			0
Solde débiteur.....			0
Total			1 152 297 524
Intérêts crédités aux provisions mathématiques :			
Opérations brutes.....	108 461 450		
Cessions et rétrocessions.....	0		
Opérations nettes	108 461 450		

DEBIT- COMPTE 80 - VIE ET CAPITALISATION

Société: BENIN
Pays: BENIN

Exercice:

2005

DEBIT

	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Sinistres et capitaux échus:			
Sinistres survenus.....	100 101 034	26 473 299	73 627 735
Capitaux échus.....	121 768 675	0	121 768 675
Arrérages échus.....	11 989 263	0	11 989 263
Rachats.....	261 303 310	0	261 303 310
Participations aux excédents.....	10 130 920	0	10 130 920
Prestations nettes de l'exercice	505 293 202	26 473 299	478 819 903
Provisions mathématiques :			
Provisions mathématiques à la clôture de l'exercice.....	4 046 197 051	234 074 227	3 812 122 824
A déduire : Provisions mathématiques à l'ouverture de l'exercice.....	3 690 866 552	186 450 429	3 504 416 123
A déduire : Participation aux excédents incorporés dans l'exercice.....	70 435 354	0	70 435 354
Dotations aux provisions de l'exercice	284 895 145	47 623 798	237 271 347
Charges de commissions.....	55 647 361	18 406 082	37 241 279
Autres charges :			
Frais de personnel.....	64 934 521	xxx	xxx
Impôts et taxes.....	24 693 948	xxx	xxx
Travaux, fournitures et services extérieurs, transports et déplacements.....	89 922 434	xxx	xxx
Frais divers de gestion.....	1 711 116	xxx	xxx
Dotations aux amortissements (autres que celles afférentes aux placements).....	42 752 120	xxx	xxx
Dotations aux provisions (autres que celles afférentes aux provisions techniques et aux placements).....	36 762 356	xxx	xxx
Total autres charges de l'exercice.....	260 776 495	xxx	xxx
Total Commissions et autres charges.....	316 423 856	18 406 082	298 017 774
Charges des placements:			
Frais financiers sur titres.....	22 614 252		xxx
Frais financiers sur immeubles de placements.....	0		xxx
Frais financiers sur autres frais.....	0		xxx
Dotations aux amortissements des valeurs de placements.....	0		xxx
Ajustement des valeurs affectées aux assurances à capital variable.....	0		xxx
Total charges des placements.....	xxx		22 614 252
Intérêts servis à la provision pour participation aux excédents.....			2 465 237
Solde créditeur.....			115 574 248
Total.....			1 154 762 761

Société:
Pays: BENIN

Exercice: 2005

DEBIT - COMPTE 87 - COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS - DOMMAGE

DEBIT		
Pertes d'exploitation de l'exercice.....		0
Pertes sur exercices antérieurs.....		26 168 604
Provisions pour moins-values à la clôture de l'exercice:		
Pour garantie des moins values sur titres gérés.....	0	
Pour dépréciation des immobilisations et titres.....	0	
Dotation aux provisions pour moins-values.....	xxx	0
Dotation de l'exercice aux réserves diverses à l'étranger (à détailler).....		0
Dotation de l'exercice aux réserves réglementaires:		
Réserve pour remboursement de l'emprunt pour fonds d'établissement.....	0	
Fonds d'établissement constitué.....	0	
Réserve pour fluctuation de change.....	0	
Réserve de garantie.....	0	
Dotation aux réserves réglementaires.....	xxx	0
Dotations de l'exercice aux provisions pour pertes:		
Provision pour participation des salariés.....	0	
Dotation aux provisions pour dépréciation.....	0	
Pertes exceptionnelles:		
Moins values sur cessions d'éléments d'actif.....	0	
Pertes de change:		
Sur cessions de monnaies étrangères.....	0	
Sur conversion de monnaies étrangères.....	0	
Pertes de change.....	xxx	0
Subventions exceptionnelles accordées.....		0
Autres pertes.....		0
Dotations aux provisions pour pertes.....	xxx	0
Impôts sur les bénéfices.....		5 164 110
Bénéfice ou excédent net total (solde créditeur).....		105 312 955
Total.....		136 645 669

CREDIT - COMPTE 87 - COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS - DOMMAGE

CREDIT		
Profits d'exploitation de l'exercice.....		115 574 248
Profits sur exercices antérieurs.....		8 365 274
Provisions pour moins values à l'ouverture de l'exercice :		
Pour garantie des moins values sur titres gérés.....	0	
Pour dépréciation des immobilisations et titres.....	0	
Provisions pour moins values.....	xxx	0
Reprise sur provisions antérieures.....		10 540 364
Utilisation des provisions précédemment constituées pour couvrir des pertes sur exercices antérieurs et des pertes exceptionnelles		0
Profits exceptionnels:		
Plus- values sur cessions d'éléments d'actif.....	0	
Profits de change:		
Sur cessions de monnaies étrangères.....	0	
Sur conversion de monnaies étrangères.....	0	
Profits de change.....	xxx	0
Profits résultant de subventions d'équipement.....		0
Subventions d'équilibres reçues.....		0
Autres profits.....	2 165 783	
Profits exceptionnels	xxx	2 165 783
Pertes ou insuffisance nette totale (solde débiteur).....		0
Total.....		136 645 669

Société :

Pays : BENIN

Monnaie : FCFA

Exercice : 2005

ETAT C4 - ENGAGEMENTS REGLEMENTES ET LEUR COUVERTURE - VIE

Provisions pour risques en cours.....	0
Provisions pour sinistres à payer.....	336 470 036
Provisions mathématiques.....	4 046 197 051
Autres provisions techniques.....	0
Autres engagements réglementés.....	22 950 024
TOTAL DES ENGAGEMENTS REGLEMENTES.....	4 405 617 111

II - ACTIFS REPRESENTATIFS	N° article	Prix d'achat ou de revient	Valeur de réalisation	Valeur de couverture
- Obligations et autres valeurs d'Etat	art 335.1 1-a)	1 197 190 000	1 197 190 000	1 197 095 000
- Obligations des organismes internationaux	art 335.1 1-b)	71 000 000	71 000 000	71 027 500
- Obligations des institutions financières	art 335.1 1-c)	84 000 000	84 000 000	84 000 000
- Autres obligations	art 335.1 2-a)	80 927 473	80 927 473	80 927 473
- Actions cotées	art 335.1 2-b)	204 878 700	204 878 700	268 350 760
- Action des entreprises d'assurance	art 335.1 2-c)	0	0	0
- Actions et obligations des sociétés commerciales	art 335.1 2-d)	914 539 999	914 539 999	914 539 999
- Actions des sociétés d'investissement	art 335.1 2-e)	0	0	0
- Droits réels immobiliers	art 335.1 3	691 271 350	691 271 350	691 271 350
- Prêts garantis	art 335.1 4	-	-	-
- Prêts hypothécaires	art 335.1 5-a)	-	-	-
- Autres prêts	art 335.1 5-b)	-	-	-
- Dépôts en banque	art 335.1 6	-	-	-
Sous - total 1 - Ensemble des valeurs mobilières et immobilières assimilées		869 717 734	869 717 734	858 965 281
		4 113 525 256	4 113 525 256	4 166 177 363
- Avances sur contrat des sociétés vie	art 335.2	xxxx	xxxx	645 430 945
- Primes ou cotis. de moins de trois mois des stés vie	art 335.2	xxxx	xxxx	0
- Primes ou cotis. de moins d'un an des stés accident	art 335.3	xxxx	xxxx	0
- Créances sur les réassureurs garanties par nantissement	art 335.5	xxxx	xxxx	0
- Autres créances sur les réassureurs pour la branche transport	art 335.5	xxxx	xxxx	0
- Créances sur les cédants	art 335.6	xxxx	xxxx	0
Sous - total 2 - Ensemble des autres actifs admis en représentation		xxxx	xxxx	0
Total des actifs admis en représentation		xxxx	xxxx	645 430 945
		xxxx	xxxx	4 811 608 308

Société :
Pays : BENIN

Exercice : 2005

ETAT C11 - Calcul de la marge de solvabilité - VIE ET CAPITALISATION

ELEMENTS CONSTITUTIFS (art 337-1)	Année 2003	Année 2004	Année 2005
1°) Capital social versé	500 000 000	500 000 000	500 000 000
2°) La moitié de la fraction non versé du capital	0	0	0
3°) Emprunt pour fonds social complémentaire	0	0	0
4°) Réserves réglementaires ou libres	40 762 809	60 324 573	70 853 869
5°) Bénéfices reportés et de l'exercice	4 319 637	2 357 502	5 139 161
6°) Plus-values sur éléments d'actifs	0	0	0
7°) Fonds encaissés provenant de l'émission des titres ou emprunts subordonnés	0	0	0
8°) Droit d'adhésion prélevés sur les nouveaux adhérents des mutuelles	0	0	0
9°) TOTAL (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7 + 8)	545 082 446	562 682 075	575 993 030
10°) Pertes reportées et de l'exercice	0	0	0
11°) Amortissement restant à réaliser sur frais d'établissement	0	0	0
12°) Amortissement restant à réaliser sur immobil. corporelles	41 884 567	28 309 411	14 774 346
13°) TOTAL (10 + 11 + 12)	41 884 567	28 309 411	14 774 346
14°) MARGE DISPONIBLE (9 - 13)	503 197 879	534 372 664	561 218 684

CALCUL REGLEMENTAIRE	Année 2003	Année 2004	Année 2005
Méthode des provisions mathématiques (article 337-3)			
a) Provisions mathématiques nettes	3 422 904 098	3 574 851 477	3 812 122 824
b) Provisions mathématiques brutes	3 585 849 512	3 761 301 906	4 046 197 051
c) Taux de conservation des sinistres (a/b sup. ou égal à 85%)	95,46%	95,04%	94,21%
d) Montant de primes retenu (b x 5%)	179 292 476	188 065 095	202 309 853
e) MARGE MINIMALE VIE ET CAPITALISATION (d x c)	171 145 205	178 742 574	190 606 141

DETERMINATION DE LA MARGE	Année 2003	Année 2004	Année 2005
m) SURPLUS DE MARGE (12 - l)	332 052 674	355 630 090	370 612 543
n) DEFICIT DE MARGE (l - 12)	0	0	0

ACTIF - COMPTE 89 - BILAN - VIE ET CAPITALISATION

ACTIF			
	Montant brut	Amortissement et provisions pour dépréciation	Montant net
20. Frais d'établissement et de développement dans l'Etat membre :			
Frais d'établissement (200 à 203, 205 et 206)	39 191 945	39 191 945	0
Frais d'acquisition des immobilisations (204 et 209)	83 630 500	80 992 132	2 638 368
Total des frais d'établissement dans l'Etat membre	122 822 445	120 184 077	2 638 368
21 et 22. Immobilisations dans l'Etat membre :			
Immeubles (210, 212, 213, 2190, 2192 et 2193)	691 271 350	0	691 271 350
Matériel, mobilier, installation (214, 215 et 216)	162 270 763	141 176 712	21 094 051
Immobilisations incorporelles (218 et 2198)	632 493	316 247	316 246
Immobilisations en cours (22)	46 175 228	0	46 175 228
23 à 27. Autres valeurs immobilisées dans l'Etat membre :			
Valeurs mobilières admises en représentation des provisions techniques (autres que les titres de participation) (23)	2 664 687 653	0	2 664 687 653
Prêts et effets assimilés admis en représentation des provisions techniques (24)	712 188 007	0	712 188 007
Titres de participation (25)	0	0	0
Dépôts et cautionnements (26)	2 896 387	0	2 896 387
28. Valeurs immobilisées à l'étranger			
A déduire : versements à effectuer sur titres non libérés(4611 à 4618)		xxxxxxx	0
Provision pour dépréciation des immobilisations et titres (192 et 197)		xxxxxxx	0
Total des valeurs immobilisées nettes	4 280 121 881	141 492 959	4 138 628 922
39. Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques :			
Primes (391, 3920, 3940, 3960, 39810, 39820, 39840, 39850)	263 453 235	0	263 453 235
Sinistres (3915, 3925, 3935, 3945, 39815, 39825, 39845, 39855)	41 562 838	0	41 562 838
Total de la part des cessionnaires dans les provisions techniques	305 016 073	0	305 016 073
4 et 5. Valeurs réalisables à court terme ou disponibles :			
Comptes courants des cessionnaires ou rétrocessionnaires débiteurs (4000)	0	0	0
Comptes courants des cédants et rétrocedants débiteurs (4040)	53 130 744	0	53 130 744
Comptes courants des coassureurs débiteurs (4080)	0	0	0
Créances sur les assurés et les agents (41)	275 611 466	0	275 611 466
Personnel (42)	0	0	0
Etat (43)	14 439 577	0	14 439 577
Actionnaires (44)	0	0	0
Filiales (45)	11 839 875	0	11 839 875
Débiteurs divers (46)	8 578 839	0	8 578 839
Comptes de régularisation (48)	91 406 359	0	91 406 359
Comptes d'attente et à régulariser (49)	0	0	0
Prêts non admis en représentation des provisions techniques (51)	0	0	0
Effets à recevoir (53)	0	0	0
Chèques et coupons à encaisser (54)	9 669 461	0	9 669 461
Titres de placements divers (55 et moins 195)	0	0	0
Banques et chèques postaux (56)	886 821 802	0	886 821 802
Caisse (57)	4 213 088	0	4 213 088
Total des comptes de tiers et des comptes financiers	1 355 711 211	0	1 355 711 211
17. Comptes avec le siège social (créances)			0
87. Résultats (pertes de l'exercice)			0
TOTAL GENERAL			5 801 994 574
06. Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires			0
08. Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution			0
09. Autres valeurs détenues par l'entreprise			0

PASSIF - COMPTE 89 - BILAN - VIE ET CAPITALISATION

PASSIF		
10. Capital social ou fonds d'établissement :		
Capital social (100)		500 000 000
Capital appelé (1000)	500 000 000	xxxxxx
Capital non appelé (1001)	0	xxxxxx
Fonds d'établissement (101)		0
Fonds constitué (1010)	0	xxxxxx
Part restant à rembourser de l'emprunt (1016)	0	xxxxxx
Fonds social complémentaire (102)		0
11. Réserves :		
Primes d'émission (110)		0
Réserves statutaires (112)		70 853 869
Réserves des plus-values nettes à long terme (113)		0
Réserves provenant de subventions d'équipement (114)		0
Réserves pour plus-values réinvesties, à réinvestir et divers (115)		0
Réserves de renouvellement des immobilisations (116)		0
Réserves spéciales de réévaluation (118)		0
Réserves pour cautionnements (119)		0
13. Réserves règlementées :		
Réserve pour remboursement de l'emprunt pour fonds d'établissement (130)		0
Réserve pour fluctuations de changes (134)		0
12. Report à nouveau		
		5 139 161
Total des capitaux propres et réserves		
		575 993 030
14. Subventions d'équipement reçues		
		0
15. Provisions pour pertes et charges:		
Autres provisions pour pertes et charges (15)		3 577 598
16. et 18. Dettes à long et moyen terme :		
Emprunts et autres dettes à plus d'un an (16)		0
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires et rétrocessionnaires (18)		0
Total des subventions, provisions pour pertes et charges et dettes à long et moyen terme		
		3 577 598
31. à 38. Provisions techniques :		
Primes (310, 320, 340, 350, 3810, 3820, 3840, 3850)	4 332 293 913	xxxxxx
Sinistres (315, 3250 à 3258, 345, 355, 3815, 3825, 3845, 3855)	408 449 303	xxxxxx
Moins : prévisions de recours à encaisser (3259)	0	xxxxxx
Total des provisions techniques		
	xxxxxx	4 740 743 216
4. et 5. Dettes à court terme :		
Comptes courants des cessionnaires et rétrocessionnaires créditeurs (4001)		0
Comptes courants des cédants et rétrocedants créditeurs (4041)		206 846 733
Comptes courants des coassureurs créditeurs (4081)		0
Comptes des assurés et agents créditeurs (41)		73 616 109
Personnel (42)		852 063
Etat (43)		19 288 412
Actionnaires (44)		3 756 849
Filiales (45)		0
Créditeurs divers (4600, 4601, 4603, 4604, 462 à 468)		7 809 828
Comptes de régularisation (47)		28 039 708
Comptes d'attente et à régulariser		0
Emprunt à moins d'un an (50)		0
Effets à payer (52)		0
Total des dettes à court terme		
		340 209 702
17. Compte avec le siège social (dettes)		
		0
87. Résultats (excédent avant affectation)		
		141 471 028
TOTAL GENERAL		
		5 801 994 574
06. Engagements de restitution des valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires		
		0
07. Engagements de restitution de valeurs détenues appartenant à des institutions de prévoyance		
		0
08. Engagements de restitution des valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution		
		0
09. Engagements de restitution des autres valeurs détenues appartenant à des tiers		
		0

Société: UBA VIE
Pays: BENIN

Exercice: 2006

CREDIT - COMPTE 80 - VIE ET CAPITALISATION

CREDIT			
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Primes et accessoires (nets d'annulations)	1 058 986 741	139 735 387	919 251 354
Produits des placements:			
Produits financiers sur titres.....	201 688 665		xxx
Produits financiers sur immeubles de placements.....	24 800 000		xxx
Produits financiers sur autres produits.....	19 386 397		xxx
Ajustement des valeurs affectées aux assurances à capital variable.....	0		xxx
Total produits de placement	xxx		245 875 062
Autres produits:			
Subventions d'exploitation.....	0		xxx
Produits accessoires.....	8 782 716		xxx
Total autres produits	xxx		8 782 716
Travaux faits par l'entreprise pour elle-même :			
Charges non imputables à l'exploitation de l'exercice.....			0
Solde débiteur			0
Total			1 173 909 132
Intérêts crédités aux provisions mathématiques :			
Opérations brutes.....	0		
Cessions et rétrocessions.....	0		
Opérations nettes	0		

DEBIT - COMPTE 80 - VIE ET CAPITALISATION

DEBIT			
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Sinistres et capitaux échus:			
Sinistres survenus.....	81 298 261	20 450 839	60 847 422
Capitaux échus.....	186 483 742	0	186 483 742
Arrrages échus.....		0	0
Rachats.....	220 213 052	0	220 213 052
Participations aux excédents.....	11 929 058	0	11 929 058
Prestations nettes de l'exercice	499 924 113	20 450 839	479 473 274
Provisions mathématiques :			
Provisions mathématiques à la clôture de l'exercice.....	4 346 298 156	282 705 112	4 063 593 044
A déduire : Provisions mathématiques à l'ouverture de l'exercice.....	4 046 197 051	234 074 227	3 812 122 824
A déduire : Participation aux excédents incorporés dans l'exercice.....	0	0	0
Dotations aux provisions de l'exercice	300 101 105	48 630 885	251 470 220
Charges de commissions	48 212 179	19 454 099	28 758 080
Autres charges :			
Frais de personnel.....	60 675 980	xxx	xxx
Impôts et taxes.....	25 050 097	xxx	xxx
Travaux, fournitures et services extérieurs, transports et déplacements.....	99 218 627	xxx	xxx
Frais divers de gestion.....	41 254 985	xxx	xxx
Dotations aux amortissements (autres que celles afférentes aux placements).....	19 691 326	xxx	xxx
Dotations aux provisions (autres que celles afférentes aux provisions techniques et aux placements).....	2 000 000	xxx	xxx
Total autres charges de l'exercice	247 891 015	xxx	xxx
Total Commissions et autres charges	296 103 194	19 454 099	276 649 095
Charges des placements:			
Frais financiers sur titres.....	22 089 762		xxx
Frais financiers sur immeubles de placements.....	0		xxx
Frais financiers sur autres frais.....	0		xxx
Dotations aux amortissements des valeurs de placements.....	0		xxx
Ajustement des valeurs affectées aux assurances à capital variable.....	0		xxx
Total charges des placements	xxx		22 089 762
Intérêts servis à la provision pour participation aux excédents			0
Solde créditeur			144 226 781
Total			1 173 909 132

DEBIT - COMPTE 87 - COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS - VIE ET CAPITALISATION

DEBIT		
Pertes d'exploitation de l'exercice.....		0
Pertes sur exercices antérieurs.....		0
Provisions pour moins-values à la clôture de l'exercice:		
Pour garantie des moins values sur titres gérés.....	0	
Pour dépréciation des immobilisations et titres.....	0	
Dotation aux provisions pour moins-values.....	xxx	0
Dotation de l'exercice aux réserves diverses à l'étranger (à détailler).....		0
Dotation de l'exercice aux réserves réglementaires:		
Réserve pour remboursement de l'emprunt pour fonds d'établissement.....	0	
Fonds d'établissement constitué.....	0	
Réserve pour fluctuation de change.....	0	
Réserve de garantie.....	0	
Dotation aux réserves réglementaires.....	xxx	0
Dotations de l'exercice aux provisions pour pertes:		
Provision pour participation des salariés.....	0	
Dotation aux provisions pour dépréciation.....	0	
Pertes exceptionnelles:		
Moins values sur cessions d'éléments d'actif.....	0	
Pertes de change:		
Sur cessions de monnaies étrangères.....	0	
Sur conversion de monnaies étrangères.....	0	
Pertes de change.....	xxx	0
Subventions exceptionnelles accordées.....	0	
Autres pertes.....	0	
Dotations aux provisions pour pertes.....	xxx	0
Impôts sur les bénéfices.....		7 942 401
Bénéfice ou excédent net total (solde créditeur).....		141 471 028
Total.....		149 413 429

CREDIT - COMPTE 87 - COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS - VIE ET CAPITALISATION

CREDIT		
Profits d'exploitation de l'exercice.....		144 226 781
Profits sur exercices antérieurs.....		5 186 648
Provisions pour moins values à l'ouverture de l'exercice :		
Pour garantie des moins values sur titres gérés.....	0	
Pour dépréciation des immobilisations et titres.....	0	
Provisions pour moins values.....	xxx	0
Reprise sur provisions antérieures.....		0
Utilisation des provisions précédemment constituées pour couvrir des pertes sur exercices antérieurs et des pertes exceptionnelles		0
Profits exceptionnels:		
Plus- values sur cessions d'éléments d'actif.....	0	
Profits de change:		
Sur cessions de monnaies étrangères.....	0	
Sur conversion de monnaies étrangères.....	0	
Profits de change.....	xxx	0
Profits résultant de subventions d'équipement.....	0	
Subventions d'équilibres reçues.....	0	
Autres profits.....	0	
Profits exceptionnels	xxx	0
Pertes ou insuffisance nette totale (solde débiteur).....		0
Total.....		149 413 429

Société : L'UNION BENIONOISE D'ASSURANCE VIE

Pays : BENIN

Exercice : 2006

Monnaie : FCFA

ETAT C4 - ENGAGEMENTS REGLEMENTES ET LEUR COUVERTURE - VIE ET CAPITALISATION

Provisions pour risques en cours.....	0
Provisions pour sinistres à payer.....	358 826 183
Provisions mathématiques.....	4 346 298 156
Autres provisions techniques.....	32 582 135
Autres engagements réglementés.....	11 540 747
TOTAL DES ENGAGEMENTS REGLEMENTES.....	4 749 247 221

II - ACTIFS REPRESENTATIFS	N° article	Prix d'achat ou de revient	Valeur de réalisation	Valeur de couverture
- Obligations et autres valeurs d'Etat	art 335.1 1-a)	1 373 850 000	1 371 850 000	1 371 850 000
- Obligations des organismes internationaux	art 335.1 1-b)	47 500 000	47 500 000	47 500 000
- Obligations des institution financières	art 335.1 1-c)	0	0	0
- Autres obligations	art 335.1 2-a)	260 690 287	260 690 287	260 690 287
- Actions cotées	art 335.1 2-b)	213 610 700	474 350 500	474 350 500
- Action des entreprises d'assurance	art 335.1 2-c)	0	0	0
- Actions et obligations des sociétés commerciales	art 335.1 2-d)	769 036 666	769 036 666	769 036 666
- Actions des sociétés d'investissement	art 335.1 2-e)	0	0	0
- Droits réels immobiliers	art 335.1 3	691 271 350	691 271 350	691 271 350
- Prêts garantis	art 335.1 4	0	0	0
- Prêts hypothécaires	art 335.1 5-a)	0	0	0
- Autres prêts	art 335.1 5-b)	12 843 894	12 843 894	12 843 894
- Dépôts en banque	art 335.1 6	886 821 802	886 821 802	875 932 465
Sous - total 1 - Ensemble des valeurs mobilières et immobilières assimilées		4 255 624 699	4 514 364 499	4 503 475 162
- Avances sur contrat des sociétés vie	art 335.2	xxxx	xxxx	699 344 113
- Primes ou cotis. de moins de trois mois des stés vie	art 335.2	xxxx	xxxx	0
- Primes ou cotis. de moins d'un an des stés accident	art 335.3	xxxx	xxxx	0
- Créances sur les réassureurs garanties par nantissement	art 335.5	xxxx	xxxx	0
- Autres créances sur les réassureurs pour la branche transport	art 335.5	xxxx	xxxx	0
- Créances sur les cédants	art 335.6	xxxx	xxxx	0
Sous - total 2 - Ensemble des autres actifs admis en représentation		xxxx	xxxx	699 344 113
Total des actifs admis en représentation		xxxx	xxxx	5 202 819 275

ETAT C11 - Calcul de la marge de solvabilité - VIE ET CAPITALISATION

ELEMENTS CONSTITUTIFS (art 337-1)	Année	Année	Année
1°) Capital social versé	500 000 000	500 000 000	500 000 000
2°) La moitié de la fraction non versé du capital	0	0	0
3°) Emprunt pour fonds social complémentaire	0		
4°) Réserves réglementaires ou libres	60 324 573	70 853 869	70 853 869
5°) Bénéfices reportés et de l'exercice	2 357 502	5 139 161	146 610 189
6°) Plus-values sur éléments d'actifs	0	0	0
7°) Fonds encaissés provenant de l'émission des titres ou emprunts subordonnés	0	0	0
8°) Droit d'adhésion prélevés sur les nouveaux adhérents des mutuelles	0	0	0
9°) TOTAL (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7 + 8)	562 682 075	575 993 030	717 464 058
10°) Pertes reportées et de l'exercice	0	0	0
11°) Amortissement restant à réaliser sur frais d'établissement	0	0	0
12°) Amortissement restant à réaliser sur immobil. corporelles	28 309 411	14 774 346	2 638 368
13°) TOTAL (10 + 11 + 12)	28 309 411	14 774 346	2 638 368
14°) MARGE DISPONIBLE (9 - 13)	534 372 664	561 218 684	714 825 690

CALCUL REGLEMENTAIRE	Année	Année	Année
Méthode des provisions mathématiques (article 337-3)			
a) Provisions mathématiques nettes	3 574 851 477	3 812 122 824	4 063 705 705
b) Provisions mathématiques brutes	3 761 301 906	4 046 197 051	4 346 298 156
c) Taux de conservation des sinistres (a/b sup. ou égal à 85%)	95,04%	94,21%	93,50%
d) Montant de primes retenu (b x 5%)	188 065 095	202 309 853	217 314 908
e) MARGE MINIMALE VIE ET CAPITALISATION (d x c)	178 742 574	190 606 141	203 185 285

DETERMINATION DE LA MARGE	Année	Année	Année
m) SURPLUS DE MARGE (12 - I)	355 630 090	370 612 543	511 640 405
n) DEFICIT DE MARGE (I - 12)	0	0	0

Société :

Pays : BENIN

Exercice :

2 007

ACTIF - COMPTE 89 - BILAN - VIE ET CAPITALISATION

ACTIF			
	Montant brut	Amortissement et provisions pour dépréciation	Montant net
20. Frais d'établissement et de développement dans l'Etat membre :			
Frais d'établissement (200 à 203, 205 et 206)	39 191 945	39 191 945	0
Frais d'acquisition des immobilisations (204 et 209)	83 630 500	83 630 500	0
Total des frais d'établissement dans l'Etat membre	122 822 445	122 822 445	0
21 et 22. Immobilisations dans l'Etat membre :			
Immeubles (210, 212, 213, 2190, 2192 et 2193)	691 271 350	0	691 271 350
Matériel, mobilier, installation (214, 215 et 216)	169 708 743	145 934 262	23 774 481
Immobilisations incorporelles (218 et 2198)	632 493	442 745	189 748
Immobilisations en cours (22)	69 247 038		69 247 038
23 à 27. Autres valeurs immobilisées dans l'Etat membre :			
Valeurs mobilières admises en représentation des provisions techniques (autres que les titres de participation) (23)	2 687 127 641	0	2 687 127 641
Prêts et effets assimilés admis en représentation des provisions techniques (24)	793 157 919	0	793 157 919
Titres de participation (25)		0	0
Dépôts et cautionnements (26)	2 896 387	0	2 896 387
28. Valeurs immobilisées à l'étranger			
A déduire : versements à effectuer sur titres non libérés(4611 à 4618)	0	xxxxxxx	0
Provision pour dépréciation des immobilisations et titres (192 et 197)	0	xxxxxxx	0
Total des valeurs immobilisées nettes	4 414 041 571	146 377 007	4 267 664 564
39. Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques :			
Primes (391, 3920, 3940, 3960, 39810, 39820, 39840, 39850)	304 044 331	0	304 044 331
Sinistres (3915, 3925, 3935, 3945, 39815, 39825, 39845, 39855)	15 211 797	0	15 211 797
Total de la part des cessionnaires dans les provisions techniques	319 256 128	0	319 256 128
4 et 5. Valeurs réalisables à court terme ou disponibles :			
Comptes courants des cessionnaires ou rétrocessionnaires débiteurs (4000)		0	0
Comptes courants des cédants et rétrocedants débiteurs (4040)	131 503 677	0	131 503 677
Comptes courants des coassureurs débiteurs (4080)		0	0
Créances sur les assurés et les agents (41)	253 636 490	0	253 636 490
Personnel (42)		0	0
Etat (43)	9 417 790	0	9 417 790
Actionnaires (44)		0	0
Filiales (45)		0	0
Débiteurs divers (46)	58 654 398	0	58 654 398
Comptes de régularisation (48)	102 654 706	0	102 654 706
Comptes d'attente et à régulariser (49)		0	0
Prêts non admis en représentation des provisions techniques (51)		0	0
Effets à recevoir (53)		0	0
Chèques et coupons à encaisser (54)		0	0
Titres de placements divers (55 et moins 195)		0	0
Banques et chèques postaux (56)	1 119 290 660	0	1 119 290 660
Caisse (57)	2 717 438	0	2 717 438
Total des comptes de tiers et des comptes financiers	1 677 875 159	0	1 677 875 159
17. Comptes avec le siège social (créances)			0
87. Résultats (pertes de l'exercice)			0
TOTAL GENERAL			6 264 795 851
06. Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires			0
08. Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution			0
09. Autres valeurs détenues par l'entreprise			0

Société :

Pays : BENIN

Exercice :

PASSIF - COMPTE 89 - BILAN - VIE ET CAPITALISATION

PASSIF		
10. Capital social ou fonds d'établissement :		
Capital social (100)		500 000 000
Capital appelé (1000)	0	xxxxxx
Capital non appelé (1001)	500 000 000	xxxxxx
Fonds d'établissement (101)		0
Fonds constitué (1010)	0	xxxxxx
Part restant à rembourser de l'emprunt (1016)	0	xxxxxx
Fonds social complémentaire (102)		0
11. Réserves :		
Primes d'émission (110)		0
Réserves statutaires (112)		105 000 972
Réserves des plus-values nettes à long terme (113)		0
Réserves provenant de subventions d'équipement (114)		0
Réserves pour plus-values réinvesties, à réinvestir et divers (115)		0
Réserves de renouvellement des immobilisations (116)		0
Réserves spéciales de réévaluation (118)		0
Réserves pour cautionnements (119)		0
13. Réserves règlementées :		
Réserve pour remboursement de l'emprunt pour fonds d'établissement (130)		0
Réserve pour fluctuations de changes (134)		0
12. Report à nouveau		
		2 463 086
Total des capitaux propres et réserves		607 464 058
14. Subventions d'équipement reçues		
		0
15. Provisions pour pertes et charges:		
Autres provisions pour pertes et charges (15)		3 577 598
16. et 18. Dettes à long et moyen terme :		
Emprunts et autres dettes à plus d'un an (16)		0
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires et rétrocessionnaires (18)		0
Total des subventions, provisions pour pertes et charges et dettes à long et moyen terme		3 577 598
31. à 38. Provisions techniques :		
Primes (310, 320, 340, 350, 3810, 3820, 3840, 3850)	4 842 596 333	xxxxxx
Sinistres (315, 3250 à 3258, 345, 355, 3815, 3825, 3845, 3855)	253 871 148	xxxxxx
Moins : prévisions de recours à encaisser (3259)	0	xxxxxx
Total des provisions techniques	xxxxxx	5 096 467 481
4. et 5. Dettes à court terme :		
Comptes courants des cessionnaires et rétrocessionnaires créditeurs (4001)		
Comptes courants des cédants et rétrocedants créditeurs (4041)		285 694 331
Comptes courants des coassureurs créditeurs (4081)		
Comptes des assurés et agents créditeurs (41)		78 345 749
Personnel (42)		636 319
Etat (43)		34 553 673
Actionnaires (44)		8 730 739
Filiales (45)		903 462
Créditeurs divers (4600, 4601, 4603, 4604, 462 à 468)		12 216 891
Comptes de régularisation (47)		25 013 951
Comptes d'attente et à régulariser		
Emprunt à moins d'un an (50)		
Effets à payer (52)		
Total des dettes à court terme		446 095 115
17. Compte avec le siège social (dettes)		
		0
87. Résultats (excédent avant affectation)		
		111 191 599
TOTAL GENERAL		6 264 795 851
06. Engagements de restitution des valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires		
		0
07. Engagements de restitution de valeurs détenues appartenant à des institutions de prévoyance		
		0
08. Engagements de restitution des valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution		
		0
09. Engagements de restitution des autres valeurs détenues appartenant à des tiers		
		0

Société: UBA VIE
 Pays: BENIN

Exercice: 2007

CREDIT - COMPTE 80 - VIE ET CAPITALISATION

CREDIT			
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Primes et accessoires (nets d'annulations).....	1 123 827 374	111 138 489	1 012 688 885
Produits des placements:			
Produits financiers sur titres.....	229 491 256		xxx
Produits financiers sur immeubles de placements.....	1 600 000		xxx
Produits financiers sur autres produits.....	18 528 007		xxx
Ajustement des valeurs affectées aux assurances à capital variable.....	0		xxx
Total produits de placement	xxx		249 619 263
Autres produits:			
Subventions d'exploitation.....	0		xxx
Produits accessoires.....	10 742 164		xxx
Total autres produits	xxx		10 742 164
Travaux faits par l'entreprise pour elle-même :			
Charges non imputables à l'exploitation de l'exercice.....			0
Solde débiteur.....			0
Total.....			1 273 050 312
Intérêts crédités aux provisions mathématiques :			
Opérations brutes.....	0		
Cessions et rétrocessions.....	0		
Opérations nettes.....			0

DEBIT - COMPTE 80 - VIE ET CAPITALISATION

DEBIT			
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Sinistres et capitaux échus:			
Sinistres survenus.....	87 958 302	7 681 071	80 277 231
Capitaux échus.....	176 247 516	0	176 247 516
Arrrages échus.....	18 005 180	0	18 005 180
Rachats.....	200 951 423	0	200 951 423
Participations aux excédents.....	10 000 000	0	10 000 000
Prestations nettes de l'exercice	493 162 421	7 681 071	485 481 350
Provisions mathématiques :			
Provisions mathématiques à la clôture de l'exercice.....	4 842 596 333	323 183 547	4 519 412 786
A déduire : Provisions mathématiques à l'ouverture de l'exercice.....	4 346 298 156	282 592 451	4 063 705 705
A déduire : Participation aux excédents incorporés dans l'exercice.....	0	0	0
Dotation aux provisions de l'exercice	496 298 177	40 591 096	455 707 081
Charges de commissions.....	54 262 812	10 640 897	43 621 915
Autres charges :			
Frais de personnel.....	63 358 056	xxx	xxx
Impôts et taxes.....	24 900 293	xxx	xxx
Travaux, fournitures et services extérieurs, transports et déplacements.....	106 352 034	xxx	xxx
Frais divers de gestion.....	51 802 337	xxx	xxx
Dotations aux amortissements (autres que celles afférentes aux placements).....	11 652 436	xxx	xxx
Dotations aux provisions (autres que celles afférentes aux provisions techniques et aux placements).....	0	xxx	xxx
Total autres charges de l'exercice.....	258 065 156	xxx	xxx
Total Commissions et autres charges.....	312 327 968	10 640 897	301 687 071
Charges des placements:			
Frais financiers sur titres.....	23 659 151		xxx
Frais financiers sur immeubles de placements.....	0		xxx
Frais financiers sur autres frais.....	0		xxx
Dotations aux amortissements des valeurs de placements.....	0		xxx
Ajustement des valeurs affectées aux assurances à capital variable.....	0		xxx
Total charges des placements.....	xxx		23 659 151
Intérêts servis à la provision pour participation aux excédents.....			0
Solde créditeur.....			6 515 659
Total.....			1 273 050 312

Société :
Pays : BENIN
Monnaie : FCFA

Exercice : 2007

ETAT C4 - ENGAGEMENTS REGLEMENTES ET LEUR COUVERTURE - VIE ET CAPITALISATION

Provisions pour risques en cours.....				568 078 166
Provisions pour sinistres à payer.....				136 899 991
Provisions pour arrérages échus à payer.....				55 958 317
Provisions mathématiques.....				4 274 518 167
Autres provisions techniques.....				42 572 891
Autres engagements réglementés				
-Etat				25 135 883
-Personnel				636 319
-CNSS				3 810 195
TOTAL DES ENGAGEMENTS REGLEMENTES.....				5 107 609 929
II - ACTIFS REPRESENTATIFS	N° article	Prix d'achat ou de revient	Valeur de réalisation	Valeur de couverture
- Obligations et autres valeurs d'Etat	art 335.1 1-a)	1 741 250 000	1 741 250 000	1 741 250 000
- Obligations des organismes internationaux	art 335.1 1-b)	125 000 000	125 000 000	125 000 000
- Obligations des institution financières	art 335.1 1-c)	0	0	0
- Autres obligations	art 335.1 2-a)	276 250 000	276 250 000	276 250 000
- Actions cotées	art 335.1 2-b)	213 610 700	783 316 600	783 316 600
- Action des entreprises d'assurance	art 335.1 2-c)	0	0	0
- Actions et obligations des sociétés commerciales	art 335.1 2-d)	244 570 000	244 570 000	244 570 000
- Actions des sociétés d'investissement	art 335.1 2-e)	0	0	0
- Droits réels immobiliers	art 335.1 3	691 271 350	691 271 350	691 271 350
- Prêts garantis	art 335.1 4	0	0	0
- Prêts hypothécaires	art 335.1 5-a)	0	0	0
- Autres prêts	art 335.1 5-b)	89 166 675	89 166 675	89 166 675
- Dépôts en banque	art 335.1 6	841 875 133	841 875 133	841 875 133
Sous - total 1 - Ensemble des valeurs mobilières et immobilières assimilées		4 222 993 858	4 792 699 758	4 792 699 758
- Avances sur contrat des sociétés vie	art 335.2	xxxx	xxxx	789 316 206
- Primes ou cotis. de moins de trois mois des stés vie	art 335.2	xxxx	xxxx	0
- Primes ou cotis. de moins d'un an des stés accident	art 335.3	xxxx	xxxx	0
- Créances sur les réassureurs garanties par nantissement	art 335.5	xxxx	xxxx	0
- Autres créances sur les réassureurs pour la branche transport	art 335.5	xxxx	xxxx	0
- Créances sur les cédants	art 335.6	xxxx	xxxx	0
Sous - total 2 - Ensemble des autres actifs admis en représentation		xxxx	xxxx	789 316 206
Total des actifs admis en représentation		xxxx	xxxx	5 582 015 964
Taux de couverture engagements techniques				109,29%

Société :
Pays : BENIN

Exercice : 2007

ETAT C11 - Calcul de la marge de solvabilité - VIE ET CAPITALISATION

ELEMENTS CONSTITUTIFS (art 337-1)	Année	Année	Année
1°) Capital social versé	500 000 000	500 000 000	500 000 000
2°) La moitié de la fraction non versé du capital	0	0	
3°) Emprunt pour fonds social complémentaire			
4°) Réserves réglementaires ou libres	60 322 573	70 853 869	105 000 972
5°) Bénéfices reportés et de l'exercice	107 670 457	146 610 189	113 654 685
6°) Plus-values sur éléments d'actifs	0	0	0
7°) Fonds encaissés provenant de l'émission des titres ou emprunts subordonnés	0	0	0
8°) Droit d'adhésion prélevés sur les nouveaux adhérents des mutuelles	0	0	0
9°) TOTAL (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7 + 8)	667 993 030	717 464 058	718 655 657
10°) Pertes réportées et de l'exercice	0	0	0
11°) Amortissement restant à réaliser sur frais d'établissement	0	0	0
12°) Amortissement restant à réaliser sur immobil. incorporelles	14 774 346	2 638 368	0
13°) TOTAL (10 + 11 + 12)	14 774 346	2 638 368	0
14°) MARGE DISPONIBLE (9 - 13)	653 218 684	714 825 690	718 655 657

CALCUL REGLEMENTAIRE	Année	Année	Année
Méthode des provisions mathématiques (article 337-3)			
a) Provisions mathématiques nettes	3 812 122 824	4 063 705 705	4 519 412 786
b) Provisions mathématiques brutes	4 046 197 051	4 346 298 156	4 842 596 333
c) Taux de conservation des sinistres (a/b sup. ou égal à 85%)	94,21%	93,50%	93,33%
d) Montant de primes retenu (b x 5%)	202 309 853	217 314 908	242 129 817
e) MARGE MINIMALE VIE ET CAPITALISATION (d x c)	190 606 141	203 185 285	225 970 639

DETERMINATION DE LA MARGE	Année	Année	Année
m) SURPLUS DE MARGE (12 - l)	462 612 543	511 640 405	492 685 018
n) DEFICIT DE MARGE (l - 12)	0	0	0

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	I
DEDICACES	II
REMERCIEMENTS.....	III
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VI
LISTE DES GRAPHIQUES.....	VII
SOMMAIRE.....	VIII
INTRODUCTION.....	1
<u>PREMIERE PARTIE</u> : PRESENTATION DU MARCHE BENINOIS DES ASSURANCES	
<u>CHAPITRE 1</u> : L'UNION BENINOISE D'ASSURANCES –VIE (UBA-VIE).....	6
<u>SECTION 1</u> : Historique et Structure organisationnelle.....	6
Paragraphe 1 : Historique	6
Paragraphe 2 : Structure organisationnelle	7
<u>SECTION 2</u> : Fonctionnement et Activités	12
Paragraphe 1 : Fonctionnement	12
Paragraphe 2 : Activités	12
<u>CHAPITRE 2</u> : LA FEDERALE D'ASSURANCES (FEDAS).....	14
<u>SECTION 1</u> : Historique et Structure organisationnelle.....	14

Paragraphe 1 : Historique	14
Paragraphe 2 : Structure organisationnelle	15
<u>SECTION 2</u> : Fonctionnement et Activités	20
Paragraphe 1 : Fonctionnement	20
Paragraphe 2 : Activités	21
 <u>DEUXIEME PARTIE</u> : ANALYSE FINANCIERE DE L'UNION BENINOISE D'ASSURANCES-VIE	
 <u>CHAPITRE 1</u> : PRESENTATION DES OUTILS DE LA GESTION ET METHODES D'ANALYSES	
<u>SECTION 1</u> : Les outils de la gestion	24
Paragraphe 1 : Les documents de base de la gestion	24
A -le bilan.....	24
B - les comptes de résultats	24
1- le compte d'exploitation générale ou compte technique	24
2- le compte de pertes et profits ou compte non technique	24
3-le compte de résultat en instance d'affectation	25
Paragraphe 2 : Les Etats CIMA et ratios significatifs	25
A- Les Etats CIMA examinés.....	25
1-Etat C4 : couverture des engagements réglementés	25
2- Etat C11 : marge de solvabilité	25
B -Les ratios significatifs	25
1- Les ratios d'analyse de l'activité.....	26
2- Les ratios de structure financière	27
3- Les ratios d'analyse du résultat	28
<u>SECTION 2</u> : Présentation des Méthodes d'analyses	29
Paragraphe 1 : Méthodes d'analyses des Etats financiers	29
A-Analyse horizontale	29
B-Analyse verticale ou de structure	29
Paragraphe 2 : Méthodes d'analyses des Etats statistiques	30

A- Le Ratio	31
B- Utilité et objectifs des ratios d'analyses financières	31
CHAPITRE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES- SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS	32
<u>SECTION 1</u> : Présentation et analyse des données	32
Paragraphe 1 : Analyse des Etats financiers	32
A- Analyse des bilans	32
1- Analyse de la structure de l'actif	33
2- Analyse de la structure du passif	34
B- Analyse des comptes de résultats	34
1- Analyse des produits	37
2- Analyse des charges	38
Paragraphe 2 : Analyse des Etats CIMA et ratios significatifs	39
A- Les états CIMA examinés	39
1- Etat C4 : montant des engagements réglementés et leur couverture	39
2- Etat C11 : marge de solvabilité	40
B- Les ratios significatifs	41
1- Les ratios d'analyse de l'activité	41
2- Les ratios de structure financière	45
3- Les ratios d'analyse du résultat	46
<u>SECTION 2</u> : Suggestions et Recommandations	48
Paragraphe 1 : Suggestions pour une amélioration de la gestion financière à l'UBA-VIE	48
Paragraphe 2 : Amélioration de l'environnement institutionnel de l'assurance-vie dans les Etats Membres de la CIMA	49
CONCLUSION	50
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	51
ANNEXES	
TABLE DES MATIERES	